ECOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

****

ECOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet «www. industrie. gouv.fr *1* energie» de la Direction. Générale de l'Energie et des Matières Premières du Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie.

ECOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

La rédaction de la revue ECOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

La revue ECOMINE comporte cinq grandes rubriques :

- ***informations générales*** avec trois volets : cours et tendance des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- ***informations sectorielles,*** relatives aux métaux de base et d'alliage, au diamant et aux métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- ***questions multilatérales****,* rubrique centrée notamment sur les procédures antidumping ;
- ***les Etats****,* du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- ***les entreprises****,* en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.

Une note, appelée "Eco-Note", sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ECOMINE :
**Chargé de la coordination: gerard.pezeril@industrie.gouv.fr*
**Chargé de la réalisation : jm.eberle@brgm.fr*

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ECOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Presse du 20 janvier 2004 au 20 février 2004

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendances 7

- Métaux précieux : volatilité de l'or
- Métaux de base : hausse spectaculaire en février

Fondamentaux 8

- Signaux contradictoires du G7 de Boca Raton
- Reprise économique bien engagée aux Etats-Unis et au Japon, faiblesse de l'Europe

Dossiers et faits d'actualité 8

- Acier : la production mondiale approche le milliard de tonnes et les prix augmentent
- Hausse des bénéfices et des réserves de Newmont au 4e trimestre 2003 alors que ceux d'AngloGold sont en baisse
- Afrique du Sud : la controverse concernant certains éléments de la future Loi Minière se poursuit
- Plusieurs grandes sociétés minières annoncent de bons résultats alors que ceux de RTZ déçoivent
- L'or et le cuivre pilotent la reprise de l'industrie minière mondiale

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base 11

- Aluminium : l'engouement sur l'aluminium et l'alumine continue
- Cuivre : les tracas des producteurs poussent le cuivre à la hausse
- Etain : révisions à la hausse de la prévision de cours moyens de l'étain
- Fer et acier : production d'acier 2003 en hausse de 6,6 %
- Plomb : le plomb a retrouvé des couleurs
- Zinc : l'équilibre du marché mondial du zinc dépend de celui de la Chine

Métaux d'alliage 16

- Antimoine : poussée des prix de l'antimoine chinois
- Chrome : ferrochrome sud-africain pour aciéristes chinois
- Cobalt : relance de la production de cobalt en RDC
- Nickel : Inco entend redresser la barre mais rappelle que l'offre de nickel sera comptée
- Magnésium : magnésium secondaire, nouvelles capacités en Allemagne
- Tungstène : le producteur portugais Beralt n'a pu profiter de la fermeture de CanTung
- Vanadium : l'étranglement brutal de l'offre de ferrovanadium fait s'envoler les prix

Métaux spéciaux 19

- Bismuth : baisse des abattements de taxes sur les exportations chinoises
- Indium : le poids de la Chine s'accentue
- Mercure : redémarrage de la mine d'Almaden en Espagne
- Sélénium : tension sur les prix dans un marché atone
- Silicium : tensions sur les approvisionnements en FeSi et SiMn chinois, les prix grimpent
- Tantale : tantale éthiopien, achat belge à 59 $/kg
- Titane : dernière ligne droite pour le démarrage de Sierra Rutile
- Uranium : Les résultats du producteur d'uranium Cameco sont sauvés par l'or

Diamant et métaux précieux 21

- Diamant : rush sur les diamants du Grand Nord canadien
- Argent : le retour en grâce de l'argent accélère es affaires en Amérique Latine
- Or : ajustement des prévisions de cours moyen de l'or en 2004
- Palladium - Platine : productions en hausse, bénéfices en baisse pour Angloplat et Implats

Minéraux industriels et Matériaux de construction 25

- Kali und Salz se renforce dans le sel en Europe
- Deshoulières se hisse au premier rang de la porcelaine française
- Saint-Gobain : développements en Chine (fibre de renforcement) et Roumanie (verre plat)
- Angola : Sud-Coréens et Japonais investissent dans le ciment
- Silices de spécialités : nouveaux développements pour Degussa et Akzo Nobel
- Amiante : le Canada résiste toujours au bannissement du Chrysotile
- Arabie Saoudite : six usines de dessalement en projet
- Eaux minérales : les nouveautés se bousculent dans les linéaires

Eaux minérales 27

- Fontaines à eau : Nestlé Waters prend le contrôle du français Saphir…
- …Et prend pied en Corée du sud
- Lutte contre le saturnisme et renforcement des normes plomb dans l'eau potable

Recyclage 27

- Déchets ménagers : cap sur la réduction à la source mais sans contraintes
- Ademe : des précisions sur la stratégie déchets
- Fermeture des décharges illégales d'ici fin 2004
- Emissions de métaux lourds : ratification par 18 pays du traité de limitation dans le cadre des Nations Unies
- Ferrailles : la hausse ouvre la voie à une période d'instabilité

QUESTIONS MULTILATÉRALES . .29

- Organisations internationales : OMC, après le succès sur l'acier, le patronat européen enclin à la patience contre les Etats-Unis dans l'affaire des FSC
- Organisations internationales : Union Européenne, contestation devant l'OMC de la pratique américaine du « zeroing » pour calculer les taxes anti-dumping
- Acier : Chine, mesures anti-dumping sur les aciers laminés à froid importés …
- Acier : … et lever de boucliers des fondeurs russes
- Acier : Russie, abandon des taxes douanières et fixation de quotas pour les aciers galvanisés ukrainiens et kazakhs
- Autres métaux : L'UE confirme les taxes anti-dumping sur le silicium métal russe

LES ÉTATS 31

LES ENTREPRISES 35

CARNET 39

ÉCO-NOTE 41

- Russie : forte reprise de la production d'or sur fond de consolidation du secteur minier: par N. Stolojan, BRGM

TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES POUR LE MOIS DE FEVRIER 2004

Métaux précieux (US$/once)
(London fixing price)

	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Rappel moyenne 2003	Moyenne janvier	**Moyenne février**	***Tendance février-janvier***
Argent	5,2	4,9	4,4	4,6	4,9	6,3	**6,4**	***+ 2,2 %***
Or	280	280	275	310	363	414	**405**	***- 2,2 %***
Palladium	360	680	540	337	201	217	**235**	***+ 8,5 %***
Platine	380	545	515	540	692	850	**846**	***- 0,4 %***

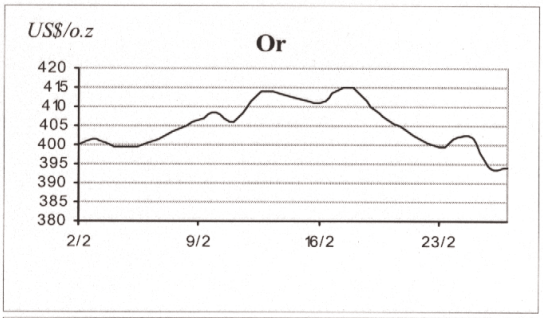
Métaux de base et d'alliage (US$/t)
(London LME 3 mois)

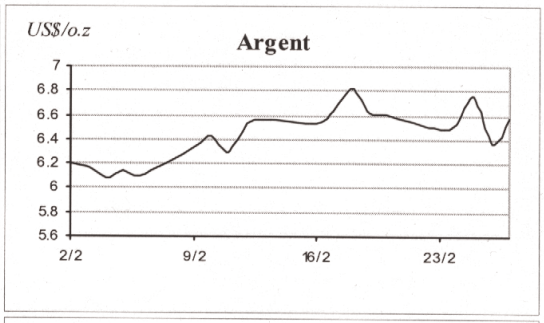
	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Rappel moyenne 2003	Moyenne janvier	**Moyenne février**	***Tendance février-janvier***
Aluminium	1 360	1 550	1 440	1 365	1 430	1 622	**1 704**	***+ 5,1 %***
Cuivre	1 575	1 815	1 580	1 580	1 790	2 411	**2 731**	***+ 13,3 %***
Etain	5 405	5 445	4 480	4 090	4 900	6 438	**6 634**	***+ 3,0 %***
Nickel	6 050	8 540	5 940	6 745	9 610	15 225	**15 027**	***- 1,3 %***
Plomb	505	460	475	460	515	743	**847**	***+ 13,9 %***
Zinc	1 085	1 030	885	795	845	1 033	**1 102**	***+ 6,6 %***

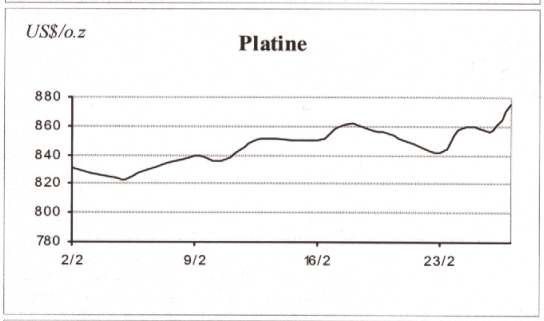
Etat des Stocks (t)
(LME)

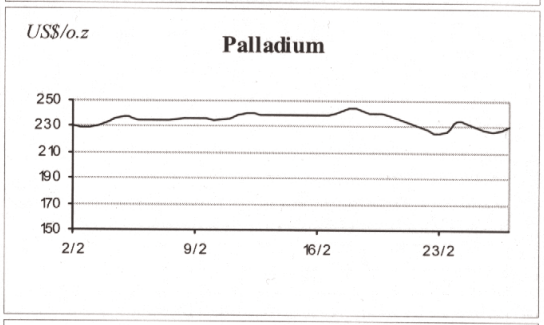
	Fin 2000	Fin 2001	Fin 2002	Fin 2003	Fin janvier	**Fin février**	***Evolution février-janvier***
Aluminium	321 850	821 850	1 241 350	1 423 225	1 442150	**1 396 975**	***- 3,1 %***
Cuivre	357 225	799 225	855 625	430 525	358 075	**285 100**	***- 20,4 %***
Etain	12 885	30 550	25 610	14 475	15 725	**12 895**	***- 18,0 %***
Nickel	9 680	19 190	21 970	24 070	15 384	**13 368**	***- 13,1 %***
Plomb	130 650	97 700	183 900	108 975	88 475	**76 775**	***- 13,2 %***
Zinc	194 775	433 350	651 050	739 800	756 175	**722 750**	***- 4,5 %***

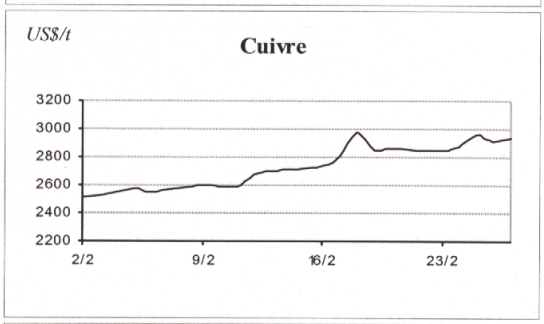
VARIATION DES COURS SUR LA PERIODE
DU 01 AU 25 FEVRIER 2004

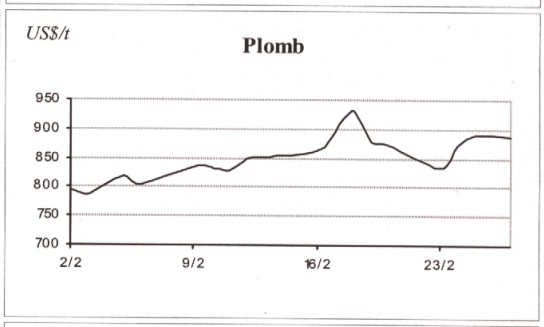


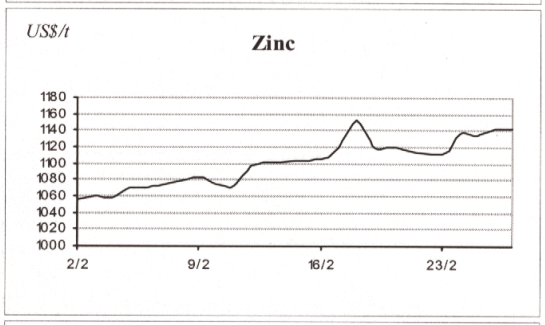


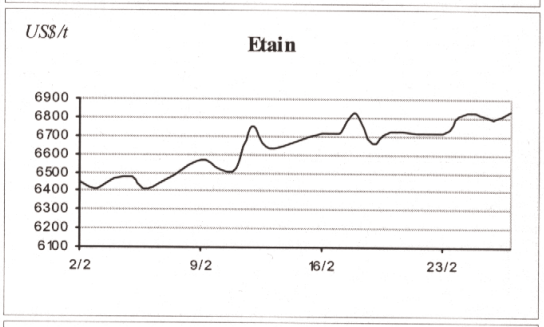


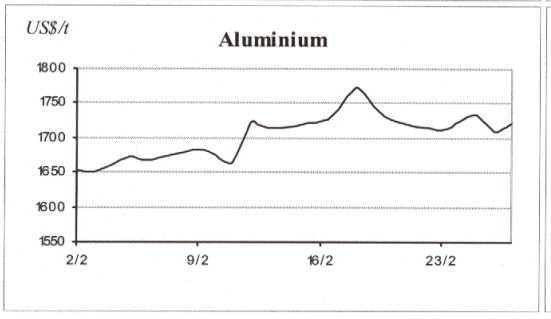


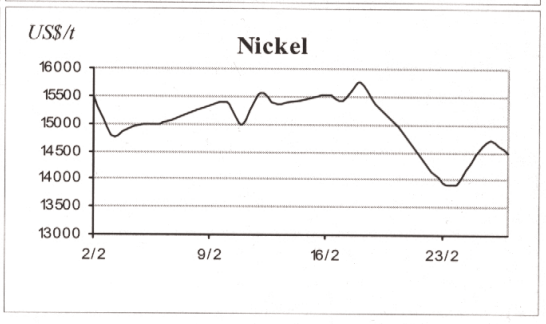












INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. COURS ET TENDANCE

Métaux précieux : volatilité de l'or

Après avoir commencé le mois au niveau de 400 $/oz, l'or s'est progressivement redressé pendant la première quinzaine jusqu'aux environs de

415 $/oz, en profitant de la baisse du dollar. Entre le 17 et le 20/02 (voir graphique), le cours spot s'est brusquement effondré après une reprise de la devise américaine, pour se stabiliser en dessous du niveau de résistance des 400 $/oz, où il se situait toujours au début de la dernière semaine du mois. L'évolution des cours de l'or depuis le début de l'année semble confirmer notre analyse de novembre 2003, selon laquelle le métal jaune avait épuisé l'essentiel de son potentiel haussier pour entrer dans une phase de forte volatilité, corrélée inversement à l'évolution des cours du dollar, qui a son tour est, pour une bonne part, liée à la solidité de la reprise économique outre-Atlantique. Cette dernière semblant se confirmer, le dollar se redresse (peut être provisoirement) sur le pari que les déficits américains se résorberont plus rapidement que prévu. Mais les positions longues (pariant sur la hausse) ont à nouveau augmenté à Londres pour l'or et aussi pour l'argent ce qui tend a démontrer que de nouvelles hausses sont attendues par les spéculateurs après les corrections récentes. En approchant les 7 $/oz avant de reculer, l'argent a d'ailleurs été très performant en février alors que, à un niveau de 422 M d'onces le 23/02, le total des positions longues à Londres se situe tout prés du record de 430 M d'onces enregistré il y 3 semaines. Les cours des platinoïdes sont restés soutenus malgré l'annonce d'une hausse de 21 % de la production russe de platine en 2003 à environ 1,18 Moz contre 0,95 Moz prévus par Johnson Matthey pour la Russie l'an passé.

Métaux de base : hausse spectaculaire en février

Le 18 février aura été un jour mémorable pour les négociants et les spéculateurs puisque, dans le sillage du cuivre, l'ensemble des métaux de base (à l'exception de nickel, toujours en phase de correction après le pic du début janvier) ont atteint des sommets sous l'effet combiné d'achats de panique de la part de consommateurs et négociants chinois, d'achats de couverture par des détenteurs de positions courtes (qui parient sur la baisse) et de l'exercice d'options d'achat (« calls ») arrivant à échéance, le tout sur un fond de baisse rapide des stocks pour certains métaux (cuivre, plomb) et de fondamentaux solides, même pour des métaux longtemps délaissés tel que le zinc.

En approchant les 3 000 $/t (2 970 $/t), le cuivre (contrat à 3 mois au LME) a atteint son prix le plus élevé depuis septembre 1995, avant de se replier brutalement de 200 $/t puis se consolider à un niveau élevé (autour de 2 890) en début de dernière semaine de février. Les stocks mondiaux de cuivre ne représenteraient actuellement que six semaines de consommation mondiale, contre huit en 2003 et ils baissent rapidement vers le niveau de quatre semaines de consommation. Du côté de l'offre, on a l'impression que l'industrie minière du cuivre remet des capacités supplémentaires (Chili, Etats-Unis, Zambie, ...) en route, mais sans se hâter et dans une certaine confusion. En 2004, la production de métal est attendue autour de 16 Mt alors que la consommation mondiale est prévue autour de 16,4 Mt, donc un déficit d'environ 400 kt est prévu par les analystes. La consommation chinoise sera, selon l'agence nationale Antaike, autour de 3,2 Mt, contre 2,9 Mt en 2003. On peut en conclure qu'avec la baisse rapide des stocks mondiaux de métal et la pénurie actuelle de concentrés qui pourrait toucher en particulier les fonderies asiatiques, les cours du cuivre devraient se maintenir à un niveau élevé, au moins pendant l'année 2004.

Avec le plomb, au plus haut depuis 14 ans, le zinc, au plus haut depuis trois ans et demi, est également de la fête. Pour 2004, les analystes s'attendent à une pénurie de concentrés de zinc (après des années d'excédents) qui devrait toucher en particulier les fonderies asiatiques. Mais, contrairement au cuivre, les stocks mondiaux de zinc restent à un niveau confortable ce qui devrait limiter la hausse du métal.

L'étain a atteint son niveau le plus haut depuis huit ans et demi et l'aluminium, au-dessus des 1 750 $/t le 18 février, est au plus haut depuis quatre ans. Pour ces métaux, on invoque surtout des facteurs spéculatifs pour expliquer les hausses, bien que la pénurie actuelle d'alumine (qui ne touche que certains producteurs, en particulier chinois) puisse aussi contribuer à expliquer la hausse de l'aluminium, qui reste néanmoins à des niveaux de stocks élevés. Selon Alcan, le marché de l'aluminium devrait être légèrement déficitaire en 2004.

(Mining Journal : 20/02/2003 ; Metal Bulletin : 23/02/2003 ; Yahoo Finance : 11/02/200 ; www.siliconinvestor.com)

2. FONDAMENTAUX

Signaux contradictoires du G7 de Boca Raton

De nombreux observateurs avaient envisagé le pire avant la réunion des Ministres des finances des sept pays les plus industrialisés (G7), qui s'est tenue le 6 et 7 février à Boca Raton (Floride). Le pire aurait signifié affrontements directs et polémiques sur les sujets économiques et monétaires brûlants du moment tels que l'instabilité des marchés des changes, avec la chute du dollar vis-à-vis de l'euro et les déséquilibres de l'économie mondiale avec la faiblesse de la croissance en Europe et au Japon et le creusement des déficits aux Etats-Unis.

Or le communiqué final de ce G7 aura été un modèle de « diplomatie financière », où chaque partie a fait des déclarations d'intention vertueuses, portant sur les mesures urgentes à prendre pour contribuer à renforcer la reprise économique mondiale. Les Européens et les Japonais ont accepté que le texte de ce communiqué fasse une référence claire à la nécessité d'une libéralisation accrue du marché du travail, des biens et des services. De leur côté, les Etats-Unis ont bien voulu que le texte fasse une allusion directe à la nécessité de réduire les déficits budgétaires et de la balance courante. Par ailleurs, les deux parties sont tombées d'accord pour affirmer qu'une volatilité excessive des taux de change était nuisible pour la croissance économique mondiale. Mais en dehors de ces déclarations de principe, rien de précis n'a été signé et le seul message clair et fort du G7 a consisté à souligner les distorsions de change sur les monnaies asiatiques, le yuan chinois et le won sud-coréen, alors que ni la Chine ni le Corée du Sud ne font partie du G7.

Il est possible que, au moins sur le court terme, le communiqué final du G7 contribue à stabiliser le cours du dollar mais à moyen/long terme rien ne semble empêcher la baisse de la monnaie américaine, à moins que la reprise économique outre-Atlantique soit suffisamment forte pour résorber le double déficit américain plus rapidement que prévu.

(Le Monde : 17/02/2003 ; Financial Times : 9/02/2003)

Reprise économique bien engagée aux Etats-Unis et au Japon, faiblesse de l'Europe

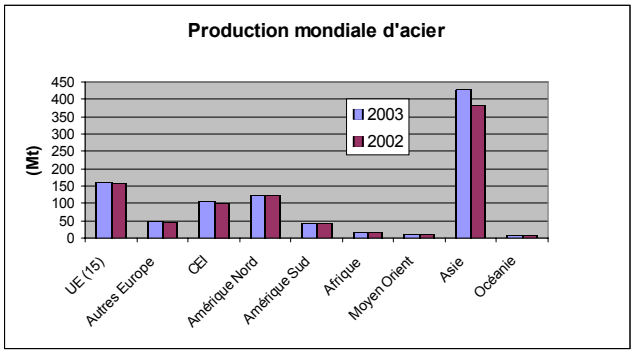
L'économie de la zone euro a crû de 0,4 % seulement en 2003 tandis que les Etats-Unis enregistraient une croissance huit fois supérieure, à 3,2 % sur la même période ! L'économie européenne a connu l'an passé sa plus mauvaise année depuis la récession de 1993 : l'Allemagne a vu son économie se contracter de 0,1 %, les Pays-Bas de 0,8 %, alors que la France (0,2 %) et l'Italie (0,4 %) échappaient tout juste à la récession. Pour 2004, les perspectives devraient être meilleures mais la hausse de l'euro et la faiblesse de la demande intérieure menacent la timide reprise qui se dessine alors que les carnets de commandes étrangères des entreprises européennes se sont regarnis et que les investissements dans l'appareil productif ont repris. Avec une croissance de 7 % en rythme annualisé au dernier trimestre 2003, l'économie japonaise peut espérer sortir d'une décennie de marasme. Mais, tout comme la zone euro, le Japon est pénalisé par ses faiblesses structurelles et par l'appréciation du yen. Aux Etats-Unis, la croissance est attendue à 4 % pour 2004 et le pays sera encore cette année la « locomotive » de l'économie mondiale.

(La Tribune : 16, 19/02/2003)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

Acier : la production mondiale approche le milliard de tonnes et les prix augmentent

Selon les dernières statistiques de l'International Iron & Steel Institute (IISI), la production mondiale d'acier a atteint 962,5 Mt. en 2003, soit une hausse de 6,6 % par rapport à 2002. Cette hausse provient essentiellement de l'Asie (+ 12 %) et en particulier, de la Chine (+ 21 %), alors que les productions de l'Union Européenne et de l'Amérique du Nord sont pratiquement stagnantes (voir graphique suivant).



Au niveau des pays, le tableau suivant présente les dix premiers producteurs mondiaux et l'on constate que quatre parmi ceux-ci font partie de l'unité « Asie », selon le classement de l'IISI.

Rang	Pays	Production 2003 (Mt)	% /2002
1	Chine	220,1	+ 21,2
2	Japon	110,5	+2,6
3	Etats-Unis	91,4	-0,2
4	Russie	61,3	+2,6
5	Corée du Sud	46,3	+2,0
6	Allemagne	44,8	-0,4
7	Ukraine	36,7	+9,9
8	Inde	31,8	+10,4
9	Brésil	31,1	+5,1
10	Italie	26,7	+2,3

Après la hausse annoncée le mois passé (voir Ecomine de janvier) du prix du minerai de fer pour 2004, mais également de celle encore plus forte observée sur les ferrailles, le charbon à coke et le fret maritime, trois grands aciéristes européens (Arcelor, Thyssenkrupp et Salzgitter) ont annoncé une augmentation de 8 % minimum de leur produits plats à partir du 1er avril, ce qui représente une hausse à la tonne comprise entre 30 et 44 Euros, selon les zones géographiques et les produits. Cette hausse des prix de l'acier plat à un niveau moyen situé autour de 365 Euros/t, qui ne concerne que les contrats « spot » puisque les contrats annuels qui lient les sidérurgistes, par exemple, aux constructeurs automobiles princiaux consommateurs d'aciers plats, font l'objet d'autres négociations, n'est pas tirée seulement par la hausse

des prix des matières premières, de l'énergie et du transport, mais également par la demande de la Chine.

(Metal Bulletin : 26/01/2004 ; www.mineralinfo.org)

Hausse des bénéfices et des réserves de Newmont au 4e trimestre 2003 alors que ceux d'AngloGold sont en baisse

Les deux premiers mineurs d'or mondiaux ont annoncé des résultats contrastés pour la dernière période de l'année financière 2003. Sur cette période, Newmont a dégagé un profit net de 153 M$, en hausse de plus de 100 % par rapport à la même période en 2002 (75 M$) malgré une baisse des ventes d'or à 1,7 Moz contre 2,2 Moz en 2002, due essentiellement à des productions plus faibles dans ses mines australiennes et au Nevada. Le prix moyen réalisé pendant ce 4e trimestre a été de 394 $/oz et les coûts de productions « cash » ont été de 197 $/oz contre 178 $/oz en 2002, cette hausse étant surtout attribuable à la hausse du dollar australien par rapport au dollar américain.

Sur la même période, AngloGold a annoncé un bénéfice net de 611 M rands (environ 88 M$), en baisse de 16 % par rapport au trimestre précédent, due largement au cours élevé du rand. Le prix moyen réalisé a été de 392 $/oz avec de coûts de production « cash » en hausse de 5 % à 249 $/oz. Les ventes d'or ont été pratiquement inchangées à 1,4 Moz.

Côté réserves en terre, Newmont a annoncé de nouveaux chiffres qui tiennent compte de réserves nouvelles mises en évidence par l'exploration 2003 au Ghana sur les projets Akyem et Ahafo (hérités de LaSource et Normandy), soit 7 Moz supplémentaires, auxquelles s'ajoutent environ 4 Moz supplémentaires au Nevada, ainsi que des réserves (non-chiffrées) sur 2 nouveaux gisements de type oxydé à Yanacocha. *Le nouveau total des réserves est de 91,3 Moz avec un prix de 325 $/oz, passant à environ 100 Moz, avec un prix de 375 $/oz.*

AngloGold de son côté a annoncé une baisse de ses réserves de 9,2 Moz en 2003 à *63,1 Moz, avec un prix de l'or à 350 $/oz et un taux de change de 7 rands pour un dollar.* Cette baisse est due pour 6,3 Moz à la production 2003 et pour le reste à la hausse du rand qui a rendu non-économiques prés de 3 Moz de réserves sud-africaines. Ces réserves en terre ne tiennent pas compte de l'apport d'Ashanti qui se chiffre à plus de 22 Moz (voir Ecomine de janvier).

(Mining Journal : 06/02, 13/02/2004)

Afrique du Sud : la controverse concernant certains éléments de la future Loi Minière se poursuit

Le ministre des Mines et de l'Énergie d'Afrique du Sud a annoncé que la première composante de la future Loi Minière (« Mineral and Petroleum Resources Development Bill ») sera finalisée et promulguée en tant que loi en mai prochain. Les principales mesures prévues par cette future loi concernent, d'un part, le transfert dans les cinq ans de 15 % des actifs miniers du pays, puis de 26 % de ces actifs dans les dix ans, au « HDSA » (majorité noire du pays), et de l'autre, le passage à un système de licences d'exploitation délivrées par l'état au détriment du système de droit coutumier (propriété privée des ressources minérales) actuellement en vigueur. Le transfert à l'État des droits miniers devrait se faire, si la loi est votée dans sa forme actuelle, d'ici 2008.

L'autre volet de la législation concerne le futur régime des royalties à percevoir par l'état sur les métaux et les minéraux, le « Money Bill ». Il s'agit de la partie la plus controversée de la future législation et le Ministre des Finances d'Afrique du Sud a annoncé le 18 février qu'il continuait à travailler sur la version finale du « Money Bill », celui-ci ne devant pas être promulgué avant la fin de l'année ou même plus tard et ne devant pas entrer en application avant 2009.

Selon les propositions actuelles du gouvernement, les royalties devraient être indexées sur les revenus (chiffre d'affaires) plutôt que sur les profits comme cela se fait dans des pays comme le Canada ou l'Argentine (alors que des pays aux législations vraiment favorables aux investisseurs tels que le Chili, le Pérou ou le Mexique ont aboli le système des royalties). Les montants retenus dans le projet de loi sont, par exemple, de 2 % pour le minerai de fer, cuivre et zinc, 3 % pour l'or, 4 % pour les PGM et 8 % pour le diamant brut.

Ces montants paraissent particulièrement élevés pour l'or et les platinoïdes, secteurs qui souffrent déjà fortement de la hausse du rand par rapport au dollar et la Chambre des Mines d'Afrique du Sud a calculé que l'imposition de ce régime de royalties coûterait au secteur minier 6-7 milliards de rands (0,8-1 milliard de dollars) supplémentaires, alors que l'industrie dans son ensemble paye déjà environ 16 milliards de rands sous forme d'impôts divers.

(Metal Bulletin : 16/02/2004 ; 19/02/2004 (version daily)

Plusieurs grandes sociétés minières annoncent de bons résultats alors que ceux de RTZ déçoivent

Noranda, le plus grand producteur de cuivre canadien a annoncé un retour aux bénéfices (34 M$US) pour l'année 2003, après un dernier trimestre où les bénéfices ont été de 236 M$US. Sur l'année, la société a produit 430 kt de cuivre (475 kt en 2002), 602 kt de zinc (553 kt en 2002), 77 kt de plomb. Sa filiale à 59,5 %, Falconbridge, à produit 49 kt de nickel (52,5 kt en 2002) et 27 kt de ferronickel (23 kt en 2002).

Teck Cominco, a annoncé une hausse de 23 % de son chiffre d'affaire pour le dernier trimestre 2003, à 767 MC$. Le résultat opératoire pour la période (hors produits exceptionnels) est de 144 MC$ (environ 108 MUS$) et se décompose en 61 MC$ (43 %) pour le zinc (165 kt zinc en concentrés, 101 kt zinc métal), 50 MC$ (35 %) pour le cuivre, 10 MC$ (7 %) pour l'or et 22 MC$ (15 %) pour le charbon. La production de zinc métal a été plus faible à la fonderie de Trail car la société a préféré vendre à des tiers une partie du courant électrique généré par la centrale desservant la fonderie.

Inco Ltd., second producteur mondial de nickel, a également annoncé un retour aux bénéfices au 4e trimestre de 2003, avec un profit net de 74 mUS$ contre une perte de 2 MUS$ pour la même période 2002. Les livraisons de nickel (production + achats) sous tou-

tes ses formes ont atteint 58,5 kt mais les prix plus élevés réalisés ont en partie été compensés par une hausse des coûts opératoires « cash » à 2,44 US$/lb, due à la hausse du dollar canadien par rapport au dollar US.

En Australie, *WMC Resources*, société née de la division fin 2002 de WMC Ltd en deux unités et grand producteur de nickel (Kalgoorilie, Kwinana) et cuivre/or/uranium (Olympic Dam) a plus que quadruplé son profit net pour le deuxième semestre 2003 à 198,6 MA$. Pour l'année 2003, le profit net a été de 245,6 MA$ pour un chiffre d'affaires de 2,93 milliards de dollars australiens. Ce bon résultat est dû exclusivement au nickel alors que les opérations sur Olymic Dam et la division engrais enregistrent des pertes.

Pour *RTZ*, les résultats de l'année 2003 sont relativement décevants puisque, malgré une hausse du chiffre d'affaires brut de 9 % à 11,76 milliards de dollars, le résultat net, hors éléments exceptionnels, s'affiche en baisse de 10 % par rapport à 2002 à 1,38 milliards de dollars. Cette baisse serait due à « la volatilité sans précédent des marchés des matières premières et monétaires » en 2003. Par secteur d'activité, c'est le minerai de fer (499 M$ contre 452 M$ en 2002) qui arrive en tête pour la contribution au bénéfice net, suivi du cuivre (440 M$ contre 341 M$ en 2002), tandis que la contribution du diamant est en hausse de 79 % à 113 M$ après l'entrée en production de la mine de Diavik au Canada. La contribution des secteurs de l'énergie (157 M$), aluminium (200 M$) et minéraux industriels (154 M$) au bénéfice net 2003 sont en baisse respectivement de 56 %, 22 % et 46 % par rapport à 2002.

L'autre grande multinationale, BHP Billiton vient de publier des résultats pour le second semestre 2003. Le chiffre d'affaires brut semestriel est en hausse de 36 % à 10,96 milliards de dollars et le résultat net hors éléments exceptionnels, en hausse de 30 % à 1,.21 milliards de dollars. Pour l'année 2003, le chiffre d'affaires brut a été de 17,5 milliards de dollars (17,8 en 2002) et le profit net hors éléments exceptionnels, de 1,9 milliards (même niveau que 2002). Par secteur d'activité, la société ne fournit que les chiffres d'affaire (C.A.) et les EBIT (résultats bruts avant intérêts et taxes) : pétrole/gaz (C.A. 3,3 milliards ; EBIT 1,2 milliards), aluminium (C.A. 3,4 ; EBIT 0,581), métaux de base (CA 1,96, EBIT 0,286), métaux ferreux + charbon à coke (C.A. 3,7 ; EBIT 1), diamants + titane (C.A. 1,5 ; EBIT 0,299), charbon thermique (C.A. 2 ; EBIT 0,19), métaux d'alliage (nickel, chrome) (C.A. 1,1 ; EBIT 0,15).

(Mining Journal : 06, 13, 20/02/2004 ; www.bhpbilliton.com)

L'or et le cuivre pilotent la reprise de l'industrie minière mondiale

Selon l'enquête 2003 du consultant suédois RMG (Raw Materials Group), la valeur du stock mondial de projets miniers (nouveaux projets « greenfield » + augmentations de capacités « brownfield ») s'élevait à 104 milliards de dollars en octobre 2003, dont 11 milliards représentent des projets démarrés au cours de l'année. Le montant total de ces nouveaux projets est en augmentation de 25 % par rapport aux total des projets nouveaux de 2002 (8 milliards). Sur le total de 104 milliards, 82 milliards sont représentés selon RMG, par des projets en activité.

Avec un total de 43 milliards, le cuivre et l'or représentent plus de 50 % de ce montant. En 2003, les nouveaux projets pour or ont représenté 3,5 milliards de dollars, ce qui a fait passer le montant total des projets pour or à fin 2003 à 16 milliards, soit 23 % de l'investissement minier mondial total. Les nouveaux projets (2003) pour cuivre ont représenté plus de 2,6 milliards de dollars, faisant passer le montant total des projets pour cuivre à fin 2003 à 24 milliards, soit 29 % de l'investissement minier mondial.

Les projets pour minerai de fer ont doublé en 2003, avec 3 milliards de dollars d'investissements nouveaux, faisant passer le total à 6 milliards, soit 7 % de l'investissement minier mondial total. La proportion en pourcentage des projets mondiaux pour nickel (13 milliards, soit 15 %) et plomb-zinc (5 milliards, soit 6 %) est restée à peu près la même en 2003 qu'en 2002, tandis que celle des platinoïdes (2 milliards, soit 3 %) et du diamant (3 milliards soit 4 %) est en baisse.

(E&MJ : 01/2004)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

L'engouement sur l'aluminium et l'alumine continue…

En **Australie occidentale**, le gouvernement a donné son feu vert à Alcoa of Australia pour le développement de la raffinerie d'alumine de Pinjarra située près de Perth. Pour un montant équivalent à 276 M , la capacité de production sera portée de 3,4 à 4,2 Mt/an. Pinjarra fournit 7 % du marché international.

Au **Brésil**, CVRD (Companhia Vale do Rio Doce) poursuit sa diversification en renforçant son pôle aluminium. D'un côté, il va relever la capacité de la raffinerie d'alumine d'Alunorte de 2,4 à 4,2 Mt/an (4e et 5e lignes de cuves) disponibles à la mi-2006 pour un investissement de 583 M$. De l'autre, il conforte son approvisionnement en injectant 271 M$ dans le développement de la mine de bauxite de Mineraçao Vera Cruz (région de Paragominas) qui fournira 4,5 Mt/an de minerai à la raffinerie. Acheté à Votorantim il y a deux ans, le gisement renfermerait 878 Mt de minerai d'excellente qualité. Des négociations sont en cours avec Chalco qui souhaiterait participer à l'investissement nécessaire aux futures 6e et 7e lignes et à la phase suivante de développement des gisements de bauxite du Paragominas. La production brésilienne d'aluminium a progressé de 4,7 % en 2003, à 1,38 Mt, avec Albràs (JV CVRD - NAAC) et CBA (filiale de Votorantim) assurant 54 % du total national.

Au **Bahreïn**, Alba (Aluminium of Bahrein, 77 % gouvernement, 20 % saoudien SABIC) a produit 530 kt d'aluminium en 2003 (+ 2,5 %). Pour cette année, la production devrait se tasser légèrement, à 522 kt. Le projet d'une 5e ligne de cuves d'une capacité de 307 kt/an devant entrer en production en 2005, pour un montant de 1,7 Md$, est toujours d'actualité. Notons que, suite à l'accord signé en octobre 2003, c'est en 2005 qu'Alcoa devrait faire son entrée dans le capital d'Alba à hauteur de 26 %.

(L'Usine Nouvelle : 29/01/2004 ; Metal Bulletin : 19/01/2004 ; Mining Journal : 13-20/02/2004 ; Platt's Metals Week : 19/01/2004)

… Avec quelques ratés cependant

En **Inde**, le projet de la JV Indal (Indian Aluminium, 55 %) - Alcan (45 %) de construire une raffinerie de forte capacité dans l'Etat d'Orissa est retardé par des raisons socio-environnementales qui ne semblent pas pouvoir se régler dans l'année électorale en cours. L'investissement prévu est équivalent à 1 Md$.

Au **Qatar**, le projet d'United Development Co de construire une fonderie de capacité 516 kt/an pour un montant de 2,1 Md$ a subi un rude coup avec la défection non commentée de son partenaire Dubal (Dubai Aluminium). Le départ de Dubal (49 % du projet, UDC le reste) oblige UDC à trouver un/d'autres partenaire(s) et à choisir une autre technologie que celle de Dubal - Comalco qui avait été sélectionnée.

En **Malaisie**, le projet Smelter Asia, qui était de construire dans l'État du Sarawak une fonderie d'aluminium de capacité 500 kt/an, est aujourd'hui bloqué avec l'annulation par le gouvernement d'un vague protocole d'accord pour la fourniture d'électricité. En fait, ce problème renvoie à celui de la réalisation du projet de construction du barrage de Bakun et de sa centrale hydroélectrique.

(Metal Bulletin : 19/01/2004, 02/02/2004 ; Mining Journal : 30/01/2004, 13/02/2004)

Agonie des usines d'aluminium primaire américaines

Mis en faillite ces dernières années, les producteurs d'aluminium sur le sol américain passent systématiquement sous protection du chapitre 11 de la loi fédérale leur assurant une chance de survie (et aussi de payer les créanciers). Peut-on rappeler que le Japon n'a pratiquement plus de production de métal primaire, l'abandon remontant à 1985-1986.

Pour Longview Aluminium (204 kt/an, Washington), c'est bien la fin. Dans le même temps, le mandataire de faillite a renoncé à trouver un repreneur, négocié auprès de la BPA (Bonneville Power Administration) la renonciation du contrat de fourniture d'électricité (280 MW)… jusqu'alors sauvegardé pour laisser à l'usine une chance de redémarrer. Enfin, il est maintenant question de vendre l'outil de travail, à commencer par le parc roulant.

Dans le cas de Golden Northwest Aluminium dont les usines de Goldendale (Washington) et de The Dalles (Oregon) sont fermées, le mandataire désigné continue de référer auprès du conseil de faillite pour que des fournitures de combustibles contractualisées par Goldendale puissent être revendues à la compagnie Columbia dont l'usine de Columbia Falls (Montana) est une des deux survivantes de la région Pacifique Nord-ouest des Etats-Unis.

Ormet Corp (et ses filiales) est entré le 30 janvier dernier dans le giron du chapitre 11. Ormet, basé en Virginie occidentale, produit alumine, métal et demi-produits dont des extrudés. La compagnie et ses filiales auraient accumulé une dette de plusieurs centaines de millions de dollars auprès de tous ses fournisseurs et prestataires de services, ainsi qu'auprès de ses « garants » bancaires. Ormet doit près de 89 M$ à Merrill Lynch, 14 M$ à Alcoa, 5 M$ à une filiale énergie du groupe vénézuélien CVG, etc… . La direction d'Ormet dit vouloir entamer une restructuration financière dont un des points clés est de transformer 220 M$ de dettes en capital. Parmi les justifications données par son

directeur, détérioration du secteur aux plans général et spécifique de l'Amérique du nord, on peut noter que le redémarrage de la raffinerie d'alumine de Burnside (coût 10 M$) n'aura pas eu le temps de porter ses fruits.

(Metal Bulletin : 26/01/2004, 09/02/2004 ; Mining Journal : 13/02/2004 ; Platt's Metals Week : 19/01/2004, 02-09/02/2004)

Rusal augmente production de métal et autosuffisance en alumine

Rusal, l'aluminier n° 1 russe, a produit 2,589 Mt de métal en 2003, soit une hausse annuelle de 4,3 %. Le groupe est lancé dans un plan de développement sur cinq ans qui doit porter sa capacité de production de 2,75 à 4,0 Mt. En 2004, la production devrait augmenter de 50 kt sur le seul gain de l'amélioration technique. La part exportée moyenne au cours des trois dernières années est de 2,13 Mt, soit environ 80 % de la production ! Autre objectif mené en parallèle, l'augmentation de la part à l'export des alliages à forte valeur ajoutée au détriment du métal raffiné simple. De 26 % en 2003, cette proportion devrait être relevée progressivement jusqu'à 50 % en 2008.

Dans le même temps, Rusal a entrepris la réduction de sa dépendance en alumine extérieure au groupe. De 46 % en 2002, son autosuffisance est passée à 60 % en 2003 et devrait atteindre 63 % cette année. En 2003, sa production de bauxite a augmenté de 139 %, à 4,35 Mt et celle d'alumine de 38 %, à 2,16 Mt grâce à l'acquisition du complexe guinéen de Friguia. Rusal est actuellement engagé dans trois hausses de capacité de raffineries d'alumine « brownfield » : 300 kt à Nikolayev, 100 kt à Achinsk et 700 kt à Friguia. Le groupe est aussi en négociation sur des projets de raffineries « greenfield » en Amérique du sud. Au Venezuela, associé à la compagnie russe Energoprom et à Corporacion Venezolana de Guyana, il est question de créer une raffinerie et une centrale hydroélectrique pour un montant équivalent à 1 Md$. Au Guyana, le groupe russe a signé un accord avec le gouvernement sur l'objectif de développer les ressources locales de bauxite incluant la construction d'une raffinerie.

(Metal Bulletin : 09-16/02/2004 ; Mining Journal : 30/01/2004, 06/02/2004 ; Platt's Metals Week : 02/02/2004)

Kaiser Aluminium poussé dans ses derniers retranchements

Entré sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine protégeant les sociétés en faillite il y a deux ans, Kaiser n'a cessé de vendre des actifs. Fin 2003 (cf Ecomine déc. 2003), il mettait en vente ses 65 % d'Alumina Partners of Jamaica (Alpart) qui produit 1,45 Mt/an d'alumine et 3,5 Mt/an de bauxite. Comme attendu, la vente a été remportée par le groupe suisse Glencore International. Le protocole d'accord a été conclu pour un montant situé dans la fourchette 160-170 M$. Mais il reste à ce que la proposition soit acceptée par la tutelle juridique le 23 février et à partir de cette officialisation, l'actionnaire à 35 % d'Alpart, Norsk Hydro, aura 30 jours pour éventuellement jouer de son droit de préemption. Notons que dans l'accord, il est prévu qu'Alpart continue de fournir Kaiser en alumine, 200 kt cette année et 100 kt en 2005, à un prix non dévoilé (en proportion du cours du métal).

Mais ce qui a scandalisé le monde industriel et commercial des matières premières, c'est le recours déposé par Kaiser devant la juridiction chargée de le sauver de la faillite pour faire annuler un certain nombre de contrats d'approvisionnements d'alumine. L'argumentation est basée sur le meilleur parti que pourrait tirer actuellement Kaiser de la vente des tonnages correspondants sur le marché spot afin de rembourser ses créanciers ! Pour les 850 kt de 2004 seulement, cela apporterait un plus de 130 M$. Les autres enjeux sont de 725 kt en 2005, 520 kt en 2006 et 220 kt en 2007. Les compagnies visées par cette initiative, et qui comptent bien se défendre, sont des compagnies de négoce : Trafigura, Pechiney Trading Co dont les intérêts sont maintenant confondus avec ceux d'Alcan, et Unistar Holdings implantée en Inde. En particulier Alcan-Pechiney, dont le contrat de 300 kt/an court jusqu'en 2006. La Chine ne serait pas épargnée par la manœuvre car Unistar a un contrat d'approvisionnement de 100 ou 200 kt/an avec Yunnan Aluminium et d'autres contrats avec Minmetals. De quoi inquiéter ces industriels dans le contexte de tension sur les approvisionnements, à l'exemple des prix spot cif Chine qui auraient atteint, voire dépassé, les 500 $/t.

(Metal Bulletin : 26/01/2004, 02-09/02/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004, 06/02/2004 ; Platt's Metals Week : 26/01/2004, 02-09/02/2004)

Démarrage de la JV Chalco - Alcoa toujours retardé

Alcoa et Chalco (8 % Alcoa) attendent depuis un an le feu vert du gouvernement chinois - via la Commission de réforme et de développement de l'Etat - pour développer à parts égales (50 : 50) le complexe de Pingguo. La décision du gouvernement promise en fin 2003 est toujours en attente malgré l'impatience des directions des deux groupes aluminiers. La raison qui retarde la décision de la Commission serait que les deux groupes n'ont toujours pas « sécurisé » l'approvisionnement électrique du projet.

Le complexe de Pingguo (Guangxi) possède deux raffineries d'alumine dont la capacité globale est de 850 kt/an depuis juin 2003 (livraison de la 2e raffinerie de capacité 400 kt/an) et une usine électrolytique de capacité 130 kt/an. Le plan prévoit de relever ces deux capacités en 2006, de 250 kt/an pour l'électrolyse et de 350 kt/an pour la production d'alumine.

(Metal Bulletin : 26/01/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004)

CUIVRE

Les tracas des producteurs poussent le cuivre à la hausse

L'évolution actuelle du cours du cuivre (son cours a frôlé la barre des 3 000 $/t le 18 février) est dite « essentiellement soutenue par les fondamentaux très porteurs du marché ». Mais il est clair que suffisamment de défaillances sont intervenues en ce début d'année chez les producteurs pour que l'International Copper Study Group revoit déjà le scénario prévisionnel à la baisse et anticipe un déficit de l'offre de 360 kt, contre 577 kt pour Bloomsbury Minerals Economics. Suivant un analyste de la Standard Bank, 475 kt de minerai auraient déjà été « perdues », du fait de grèves, accidents miniers, défaillances mécaniques ou insuffisances de résul-

tats, voire de la baisse des charges de traitement et de raffinage. Ainsi, les analystes d'ANZ Investment Bank ont-ils pu augurer d'une appréciation du cours moyen du cuivre de 50 % cette année, soit un prix de 1,22 $/lb contre 0,806 $/lb en 2003.

Les mouvements de revendications salariales ont été générés par la hausse des cours de la plupart des métaux (18 % pour le cuivre depuis le début d'année), après Falconbridge et Codelco. Si la grève a pu être évitée chez Highland Valley Copper (Teck Cominco, Colombie britannique), celle du personnel de Cerro Colorado (BHP-Billiton, Chili) a duré une semaine. Dans le cas de Grasberg (Indonésie), l'enchaînement de deux effondrements dans la carrière a coûté cher à Freeport McMoRan et Rio Tinto qui ont d'abord perdu 62 % de la production du 4e trimestre 2003, puis ont dû rabattre de 29 % leur prévision de production 2004, de 635 kt à 454 kt. Le rattrapage commencerait en 2005 où sont maintenant prévues 680 kt. Dans le cas suivant d'OK Tedi (18 % Inmet, opérateur, Papouasie-Nelle Guinée), c'est une panne technique dans la chaîne de traitement qui va amputer de moitié la production pendant 10 semaines, soit 19 000 t ou 10 % de la production annuelle perdus. Ces problèmes de restriction des concentrés ont déjà eu un impact sur des clients japonais qui n'étaient plus sûrs de pouvoir livrer le cuivre cathode suivant leur carnet de livraison. Enfin, Escondida (BHP-B, Chili) n'a pas tout à fait atteint son objectif 2003, avec 995 kt produites (+ 31,2 % tout de même) sur les 1 050 kt escomptées et El Teniente (Codelco, Chili) a pris du retard sur son plan de hausse de capacité. En outre, la baisse des charges de traitement et raffinage (TC/RC), la plus faible en vingt ans en Europe (TC 37-45 $/t/ RC 3,3-4,4 cents/lb contre TC 35 $/t/ RC 4 cents/lb en Chine et RC 3,75-4,25 cents aux Etats-Unis) devrait entraîner les fondeurs à ralentir le rythme.

En contrepoids, sont venues l'annonce de Phelps Dodge de récupérer une partie de ses capacités de production en sommeil et la mention de la vente bien entamée du fameux stock conjoncturel de cuivre cathode de Codelco. Phelps Dodge, qui avait prévu cette année de produire au niveau 2003, environ 953 kt, redémarrera 109 kt de capacités, soit 1 062 kt en 2004, et 168 kt en 2005, soit 1 121 kt. Avec une belle plus-value, Codelco aurait déjà vendu 70-100 kt de son stock de 200 kt, principalement à des négociants fournissant des clients chinois.

(La Tribune : 26/01/2004, 11/02/2004 ; Les Echos : 22/01/2004, 16/02/2004 ; Metal Bulletin : 19-26/01/2004, 02-09-16/02/2004 ; Mining Journal : 23-30/01/2004, 06-13/02/2004 ; Platt's Metals Week : 19-26/01/2004, 02-09/02/2004 ; Recyclage Récupération Magazine : 06/02/2004)

Développement du projet cuivre-or zambien de Kansanshi

Plusieurs projets cuivre vont bientôt démarrer en Zambie. Le plus important est le projet Kansanshi développé par le canadien First Quantum via sa filiale à 80 % Kansanshi Mining Plc (KMP). First Quantum vient de boucler son financement dont le montant de 224 M$ se répartit en 163 M$ pour la construction de la mine, 30 M$ en équipements, 25 M$ en frais locaux, 6 M$ en infrastructure électrique. Ses réserves (tabl. ci-dessous) sont scindées en minerais oxydés/mixtes (carrière et lixiviation) et minerais sulfurés (mine souterraine et concentration).

Projet cuivre Kansanshi	minerai tonnes	teneurs Cu:% Au:g/t		métaux tonnes
réserves prouvées / probables en oxydés	46 900 000	1.75	Cu	820 750
		0.26	Au	12
réserves prouvées / probables en sulfurés	95 600 000	1.03	Cu	984 680
		0.19	Au	18

Le plan d'exploitation tient compte d'une première phase de 16 ans pendant laquelle la production de 60 000 t/an de cuivre cathode et 70 000 t/an de cuivre en concentrés sera convoyée vers la fonderie de Mufulira dont First Quantum est co-actionnaire. À partir de la 11e année, la production de cuivre cathode (minerais oxydés/mixtes) déclinera. Dans la 2e phase de 12 ans, il est prévu une majorité de production dans le minerai sulfuré profond et le maintien d'une production dans les mixtes superficiels grâce à la construction d'un four de grillage.

(Africa Mining Intelligence : 04/02/2004 ; Metal Bulletin : 16/02/2004 ; Mining Journal : 13/02/2004)

Montée en puissance ralentie à la mine sud-africaine de Palabora

Sur le gisement sud-africain de Palabora, le basculement de l'exploitation depuis la carrière vers le souterrain, réalisé l'année dernière, a rencontré des difficultés géotechniques qui ont ralenti la montée en puissance de la production. Le dernier trimestre 2003, celle-ci a atteint près de 22 000 t alors que le plan prévoyait 30 000 t. L'opérateur Rio Tinto (49,2 %, Anglo American 28,7 %) a tout de même pu produire 14 500 t de cuivre (contenu dans concentrés) en relevant la teneur. Palabora Mining a déjà prévenu ses actionnaires d'une baisse de l'ordre de 30 % des revenus de 2003.

(Mining Journal : 23/01/2004)

Reconfiguration du projet cuivre espagnol de Las Cruces

Situé dans la partie orientale de la ceinture pyriteuse sud-ibérique, le gisement de Las Cruces est en cours de développement par MK Gold. A l'occasion d'une récente mise à jour des caractéristiques du projet pour répondre aux contraintes environnementales, MKG a signalé l'abandon de la technique haute pression pour le traitement du minerai par lessivage acide, au profit de la technique sous pression atmosphérique, la révision du projet de fosse et l'augmentation de 12 % des ressources qui passent à 16,1 Mt à 6,53 % de cuivre (1,05 Mt).

(Mining Journal : 13/02/2004)

ÉTAIN

Révisions à la hausse de la prévision de cours moyen de l'étain

Après sa hausse de 54 % l'an dernier, la plus grande partie du mois de janvier 2004 a vu l'étain résister sur un support 6 400 - 6 200 $/t puis, dans les derniers jours et le mois suivant, il est reparti à la hausse pour évoluer aujourd'hui dans la fourchette 6 600-6 800 $/t. Ce mouvement est uniforme en Europe, Etats-Unis et Malaisie. Le marché note une demande en forte reprise basée sur le redémarrage du secteur électronique

et, plus précisément, des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), alors que l'offre, côté concentrés, reste rigide. Du coup, le rapport prix spot/prix à trois mois est en déport (« backwardation », c'est à dire prix court surpassant le prix long). Toutefois, les stocks, notamment du LME, qui étaient élevés, ont seulement commencé à baisser.

Dans ce contexte, les analystes ont tôt fait de réviser leurs pronostics de cours moyen 2004. Barclays Capital a relevé son pronostic de 15,5 %, à 6 613 $/t, tandis que Natexis Metals a ajusté le sien à 6 300 $/t, soit 29 % de plus que le cours moyen 2003. Natexis a également pronostiqué la moyenne 2005 (6 950 $/t) et la moyenne 2006 (6 000 $/t).

(Mining Journal : 26/01/2004 ; Platt's Metals Week : 19/01/2004, 02-09/02/2004)

Le fantôme de South Crosby peut rester tranquille

L'exploitation de l'étain dans la péninsule de Cornouailles (Royaume Uni) est tellement chargée d'histoire que la tentative de la compagnie Baseresult de redémarrer la production sur la vieille mine de South Crofty posait la question suivante : exception sentimentale industrielle ou trait définitif sur le passé ? C'est l'élimination définitive d'une industrie extractive obsolète dans le paysage économique et socio-culturel recomposé de cette région qui l'a emporté. Les édiles locaux ont donc refusé d'accréditer le projet de reprise amené par Baseresult depuis son rachat des permis et concessions afférents en début 2001. Mais passablement transformé depuis, car l'objectif de produire 2 000 t/an d'étain s'était assorti d'un projet ambitieux de complexe résidentiel et de loisirs !

(Mining Journal : 20/02/2004)

FER ET ACIER

Production d'acier 2003 en hausse de 6,6 %

Vers la fin 2003, au milieu de la frénésie qui s'était emparée de toute la filière fer - acier, l'objectif du milliard de tonnes d'acier produit semblait à portée de main. En fait, si la production mondiale 2003 a progressé de « seulement » 6,6 %, à 962,5 Mt, la Chine (+ 21 %) a largement dépassé les 200 Mt (cf. le tableau et les deux figures suivants comportant les dix plus importantes productions au niveau mondial, les six au niveau de l'EU15 et les évolutions 2002-2003 ; chiffres en kt). A noter encore les + 10 % enregistrés par les productions de l'Inde et de l'Ukraine. D'après les données IISI, même avec une Chine comptant pour 38,5 Mt des 59,6 Mt de supplément, soit 65 %, on semble un peu loin, dans les comptes des pays occidentaux, du profil de la récession économique souvent invoquée. Mais d'après les données Eurofer, les reculs de 4 à 10 % des principaux pays producteurs de l'EU15 refléteraient mieux cette notion.

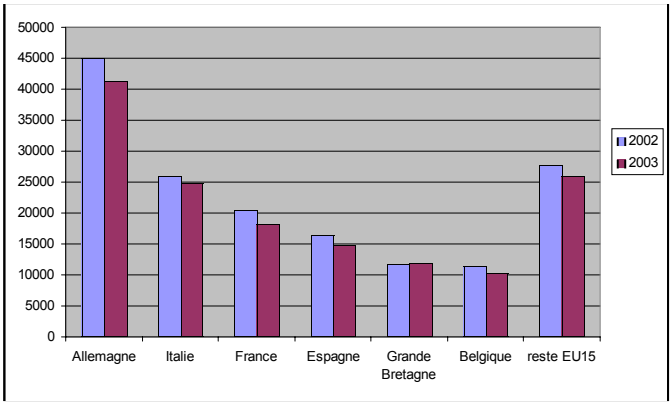


Fig. : Production d'acier 2003 dans l'EU15 (kt) ; source Eurofer.

Données productions aciers 2003 : IISI	2002	2003	évol.% 02-03
Chine	181 601	220 100	21.2
Japon	107 700	110 500	2.6
Etats-Unis	91 583	91 400	-0.2
Russie	59 747	61 300	2.6
Corée du sud	45 392	46 300	2.0
Allemagne	44 980	44 800	-0.4
Ukraine	33 394	36 700	9.9
Inde	28 804	31 800	10.4
Brésil	29 591	31 100	5.1
Italie	26 100	26 700	2.3
reste du monde	254 017	261 800	3.1
total mondial	902 908	962 500	6.6
Données productions aciers 2003 : Eurofer			
Allemagne	45 014	41 276	-8.3
Italie	25 947	24 829	-4.3
France	20 261	18 180	-10.3
Espagne	16 408	14 869	-9.4
Grande Bretagne	11 684	11 848	1.4
Belgique	11 343	10 234	-9.8
reste EU15	27 823	25 852	-7.1
total EU15	158 480	147 088	-7.2

Tabl. : Productions d'acier 2003, aux niveaux mondial et EU15 (kt).

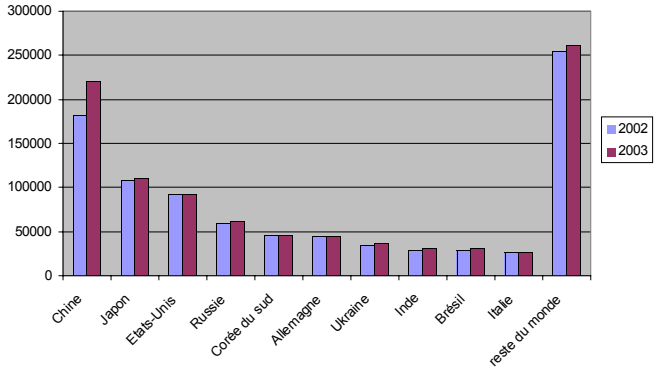


Fig. : Production mondiale d'acier 2003 (kt) ; source International Iron & Steel Institute.

Dans le contexte de la « bulle spéculative sur le prix des matières premières en train de se créer aux Etats-Unis » invoquée par le président du groupe n° 1 mondial, Arcelor, lors de la hausse récente de 18,6 % du prix du minerai de fer (en US$) par les trois majors du secteur, dont CVRD (principal fournisseur d'Arcelor), les aciéristes se sont lancés dans la répercussion de cette hausse sur leurs produits (cf article des Dossiers et faits d'actualité).

(La Tribune : 03/02/2004 ; Les Echos : 03/02/2004 ; L'Usine Nouvelle : 12/02/2004 ; Metal Bulletin : 16/02/2004 ; Recyclage Récupération Magazine : 23/01/2004, 06-13/02/2004)

L'épopée des « gueules rouges »

L'expression « gueules rouges » se rapporte aux premiers mineurs de bauxite du monde, dans la Provence du milieu de XIX^{e} siècle. Cela vaut autant pour les mineurs des gisements géants de minerai de fer à ciel ouvert d'Australie et du Brésil auxquels semble avoir été confiée la tâche de fournir le fer

nécessaire au développement industriel du monde.

L'offre de minerai fer est pilotée au plus près par la demande d'acier, d'autant que l'on parle maintenant d'approvisionnement en flux de plus en plus tendu. La production mondiale d'acier (cf article précédent) a augmenté de 6,6 % l'an dernier, soit 60 Mt de plus, dont 40 pour la seule Chine arrivée à 220 Mt. Pour 2004, les premiers pronostics donnent une hausse légèrement inférieure, à 6 %. De passage au Brésil, un expert chinois a pronostiqué une nouvelle hausse de 40 Mt cette année pour son pays, soit 260 Mt. Et pour l'Europe, Eurofer pronostique une hausse de la consommation d'acier et fonte de 2,9 %. Sur le constat d'une production qui a déjà dépassé le milliard de tonnes en 2002 (1 008 kt), les mineurs de fer peuvent donc continuer de voir les choses en grand et créer de nouvelles capacités par dizaines de Mt. Un bilan récent du consultant Roskill chiffrait à 100 Mt la hausse de la demande de minerai de fer à plutôt court terme alors que les hausses de capacité en cours représentent 190-200 Mt, dont seulement 110 Mt pour les années 2004-05-06. Les résultats et projets des majors du secteur (70 % du commerce international du minerai de fer à eux trois) sont donc en adéquation avec la situation bien que certains se méfient encore d'une éventuelle « bulle spéculative de l'acier » chinoise.

Companhia Vale do Rio Doce a produit 186 Mt de minerai de fer en 2003, en hausse de 10 %. De loin n° 1 mondial, CVRD conduit ses opérations pour le rester. Déjà 1er fournisseur d'Arcelor, il va devenir 1er fournisseur du britannique Corus avec la récente signature d'un accord pour la livraison de 10 Mt/an pendant dix ans. Fin janvier, la direction de CVRD annonçait un plan d'expansion de 100 M$ pour augmenter sa production de 73 Mt/an entre 2004 et fin 2009. Sur ses mines de la région de Cajarás, le développement se fera en deux étapes, hausse de 14 Mt/an à commencer dès cette année et hausse de 15 Mt/an à commencer en 2006. Sur ses autres mines (Fazendao, Fabrica Nova, Brucutu, etc…), une hausse globale de 44 Mt/an sera entreprise au cours des cinq années du plan d'expansion. Par ailleurs, sa filiale à 100 % Caemi Mineraçao e Metalurgia va investir 35 M$ dans l'expansion de gisements contrôlés par Mineraçaoes Brasileiras Reunidas, soit une hausse de capacité globale de 24 Mt/an. À noter, encore, que le projet commun à CVRD, Baosteel et Arcelor de développer à São Luis une aciérie de production de plaques ayant une capacité de 3,7 Mt/an a avancé avec le lancement de l'étude de faisabilité. Estimé à 1-1,4 Md$, ce projet pourrait être suivi de la construction d'un laminoir à froid. Bien entendu, CVRD fournira le minerai de fer.

Rio Tinto, via ses filiales Hamersley Iron et Robe River Mining, a produit 102,6 Mt l'an dernier, soit une hausse de 13 %. Il s'est récemment engagé (cf Ecomine janv. 2003) dans un programme d'expansion de ses mines Yandicoogina et West Angelas qui doit augmenter sa production de 30 Mt d'ici la fin 2005. Le coût d'investissement total est estimé à 1,03 Md d'US$, modification des infrastructures portuaires comprise.

BHP-Billiton a produit 83,0 Mt de minerai de fer l'an dernier, dont 71,5 Mt au prorata de ses participations. Alors qu'il est en cours d'expansion de sa capacité minière à 100 Mt/an (base 100 %), il vient de relancer celle-ci d'un 10 % supplémentaire, soit 110 Mt/an disponibles en fin 2004 pour un investissement évalué à 111 M$, dont environ 85 % à sa charge et le reste à celle des co-actionnaires (dont Posco). Le projet serait centré sur l'aire minière « C » de la région de Pilbara (Australie occidentale) dont le 1er lot de minerai a été exporté en septembre dernier. Il sera aisé d'y porter la capacité de 15 à 23 Mt/an. Mais il faudra aussi prévoir de relever les capacités des infrastructures ferroviaires et portuaires car le nouvel objectif dépasse déjà celui du programme PACE en cours (300 M$), qui devait amener la capacité de Port Hedland à 90 Mt/an d'ici 2011. C'est dans ce contexte de surenchère que la direction de BHP-B vient d'annoncer le démarrage d'une étude de faisabilité pour un relèvement de la production à 145-150 Mt, dont le résultat devrait lui permettre de prendre une décision d'ici 12-15 mois.

(Analyse BRGM : février 2004 ; Engineering & Mining Journal : Nov./Dec. 2003 ; Financial Times : 04/02/2004 ; La Tribune : 18/02/2004 ; Les Echos : 04/02/2004 ; Metal Bulletin : 02-09/02/2004 ; Mining Engineering : December 2003 ; Mining Journal : 30/01/2004 ; 06-20/02/2004 ; Recyclage Récupération Magazine : 30/01/2004 ; Site web bnamericas.com)

En attendant Iscor, LNM croquerait Highveld Steel et investit en Chine

LNM a bien le profil pour devenir le groupe sidérurgique n° 1 mondial. En attendant la décision de la Commission de la concurrence d'Afrique du sud concernant sa prise de contrôle du sidérurgiste n° 1 local Iscor (cf. Ecomine janv. 2003), il pourrait bien s'emparer d'un sidérurgiste plus modeste, Highveld Steel & Vanadium (1 Mt/an), dont Anglo American (80 % du capital) semble vouloir se débarrasser.

Mais sa dernière et récente grande décision est le lancement du projet de construction d'un complexe laminoir à froid et chaîne de galvanisation de capacité 400 kt/an en Chine. Ce projet, estimé à 100 M$, aura pour cadre la ville côtière de Yingkou située dans le nord du pays (Liaoning). Un protocole d'accord a été signé avec des représentants administratifs et économiques locaux. L'acier brut nécessaire serait fourni par des aciéries LNM du Kazakhstan et de Roumanie. La Chine est en train de s'équiper rapidement en lignes de galvanisation, 17 actuellement pour une capacité globale de 2,4 Mt/an, mais ses besoins sont encore bien supérieurs, de l'ordre de 8,5 Mt/an.

(L'Usine Nouvelle : 29/01/2004 ; Metal Bulletin : 19-26/01/2004)

PLOMB - ZINC

Le plomb a retrouvé des couleurs

Après son appréciation de 73 % l'an dernier, le cours du plomb, d'abord stabilisé en début d'année, a retrouvé une tendance haussière. Vers la mi-février, il dépassait les 850 $/t et s'aventurait même au dessus de la barre des 900 $/t, un niveau oublié depuis 1996. La persistance de l'embellie serait due au retour des fabricants de batteries

électriques (70 % des débouchés du métal) venus reconstituer leurs propres stocks, après le déficit de l'offre à fin 2003 de 124 kt (ILZSG) résultant de la multiplication des fermetures de fonderies, notamment en Europe (- 400 kt), après la baisse subséquente de moitié des stocks du LME (91 kt le 27 janvier) et alors que la Chine ralentit ses exportations. Mais pas seulement, car deux de ces (petits) faits divers qui alimentent les rumeurs du marché et bousculent les prévisions ont marqué ce début d'année.

Dès le 10 janvier, c'était la rupture mécanique du système à bennes de remontée du minerai à la mine de Broken Hill, opérée par Perilya en Nelle Galles du sud. L'alternative d'évacuation du minerai par la descenderie ne permet d'opérer qu'à 50 % de la capacité normale et devrait durer cinq semaines. Les objectifs 2004 de production étant de 90 kt de plomb (métal contenu dans concentrés), cela correspond à un manque de 8 250 t (plus 16 500 t de zinc et 7 t d'argent).

Puis le 2 février, c'était l'explosion du four à plomb de la fonderie de Trail, opérée par Teck Cominco en Colombie Britannique. L'accident (sans victime) doit entraîner un arrêt de production de 2 mois d'après la direction, voire de 3 mois pour d'autres spécialistes, d'autant que la montée vers la pleine capacité sera prudente. Avec une production de près de 88 000 t de plomb en 2003 (+ 8,4 %), cela devrait correspondre à un manque de 15-18 kt cette année.

Or, la Chine ne compense plus aussi facilement les déficits occidentaux. Malgré une production métallurgique en hausse de 12 % l'an dernier, à 1,49 Mt (qui a nécessité l'importation de concentrés), le pays est en train de se hisser au 1er rang mondial de la consommation avec, en conséquence, une réduction prévue de ses exportations de 20-30 kt, soit 430-420 kt. On peut donc s'attendre, au prochain incident, que les experts, tels ceux de Barclays Capital qui ont déjà réévalué leur estimation de cours moyen du métal à 744 $/t (+ 18,4 %) à la mi-janvier, revoient encore une fois leur copie.

(La Tribune : 13/02/2004 ; Metal Bulletin : 19/01/2004, 16/02/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004, 06/02/2004 ; Platt's Metals Week : 19-26/01/2004, 09/02/2004 ; Recyclage Récupération Magazine : 30/01/2004)

L'équilibre du marché mondial du zinc dépend de celui de la Chine

Après son augmentation de 33 % l'an dernier et sa résistance en janvier, le cours du zinc est reparti à la hausse en février comme les autres non-ferreux et s'est installé au dessus des 1 000 $/t. À la mi-février, le cours est passé au dessus des 1 100 $/t. La demande, notamment soutenue par la production d'aciers galvanisés, particulièrement celle de la Chine, a augmenté de 2,5 % l'an dernier. Ce chiffre tient compte de hausses de 8,9 % en Chine et de 2,9 % en Europe, de légères baisses au Japon et en Corée du sud et d'une stabilité sur le reste.

Les comptes de l'ILZSG pour 2003 ont montré une progression de 4,1 % de la production minière mondiale. Le brelan d'as est constitué de la Chine (1 667 kt), de l'Australie (1 470 kt) et du Pérou (1 357 kt), devant le Canada (784 kt) et les Etats-Unis (763 kt), loin devant le Mexique (324 kt). Les trois premiers producteurs représentent 48,5 % du total mondial, les cinq premiers 65,2 %. Mais l'évolution rapide de la situation en Chine, pays à la fois 1er pour la production minière (18,0 %) et métallurgique, 1er pour la consommation (chiffres non fournis mais part mondiale de la consommation encore voisine de celle de la production minière tandis que la part de la production métallurgique est supérieure) est évidemment le facteur clé guidant l'évolution du marché du zinc.

(Les Echos : 04/02/2004 ; Platt's Metals Week : 09/02/2004)

Pasminco passera bientôt la main à Zinifex

Lourdement endetté et mis sous administration judiciaire (équivalent du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites) depuis septembre 2001, le mineur australien Pasminco prépare une restructuration qui transformera 2,2 Md d'US$ de dettes en capital (émission d'actions), permettant la sauvegarde des actifs restants qui émergeront bientôt (fin 2004 ?) sous une nouvelle bannière, Zinifex.

La production du groupe au 2e semestre 2003 (tabl. ci-dessous) - qui est la 1ère partie de l'exercice fiscal 2003-2004 australien - a enregistré une légère hausse, 2,2 % pour le plomb, 1,7 % pour le zinc, malgré l'exclusion des comptes de deux des actifs (un fermé et un vendu) en cours de période. Ce bilan honorable est dû aux bons résultats de la mine de Century.

Productions Pasminco 2e semestre 2003	minière (t)		métallurgique (t)		situation
	plomb	zinc	plomb	zinc	
Century, Rosebery, Clinch Valley	53 058	293 625			en activité
Elura	10 439	19 988			vente 12/09
Hobart, Port Pirie, Budel, Clarckville, 50% ARA			140 315	315 257	en activité
Cockle Creek			10 442	17 377	arrêt 12/09

(Mining Journal : 06/02/2004 ; Platt's Metals Week : 02/02/2004)

2. MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

Poussée des prix de l'antimoine chinois

L'omnipotence des producteurs chinois dans l'offre mondiale d'antimoine (82-85 %) n'est pas prête de s'estomper et de calmer les inquiétudes des traders. D'un côté les vendeurs chinois poussent leurs prix à la hausse par petites touches, de l'autre les acheteurs résistent autant qu'ils le peuvent avant d'être confrontés à l'étranglement du marché dans leur fourchette de prix « raisonnable ». Actuellement, les prix proposés sont donnés à 2 500-2 600, voire 2 550-2 650 $/t « à la porte des usines ». À quoi il faut ajouter environ 150 $/t de plus pour le transport, les taxes afférentes et l'entreposage. Un niveau

final de prix jugé insupportable par certains, d'autant que des pessimistes annoncent pour bientôt 2 700, voire 2 800 $/t. Tous espèrent une résurrection de mines en Bolivie, Guatemala ou Afrique du sud.

(Metal Bulletin : 19/01/2004, 16/02/2004 ; Platt's Metals Week : 09/02/2004)

CHROME

Ferrochrome sud-africain pour aciéristes chinois

L'Afrique du sud fournissant la moitié du tonnage du marché international de ferrochrome, les aciéristes chinois ont le moyen de s'approvisionner par le biais du producteur local ASA Metals dont le capital est détenu à 60 % par China Iron & Steel Trading Corp et à 40 % par une agence provinciale sud-africaine de développement. Le développement des capacités d'ASA Metals est donc d'actualité. Non seulement il vient de démarrer un 2e four de ferrochrome qui portera sa capacité de 50 à 120 kt/an, mais il a déjà programmé une 2e hausse de capacité à 240 kt/an entre la mi-2007 et 2008 et une 3e hausse à 500 kt/an avant la fin 2010.

(Metal Bulletin : 02/02/2004)

Zim Alloys pourrait bientôt doubler sa production de ferrochrome HCC

Le producteur Zimbabwe Alloys (filiale d'Anglo American) a commencé à convertir, il y a deux ans, ses fours de production de ferrochrome à faible valeur en carbone, dont la demande faiblissait, en fours à ferrochrome à haute valeur en carbone (High Carbone Content). Il a aujourd'hui deux fours et une capacité totale de 90 kt/an qui sera utilisable à 100 % dès la mi-2004. L'étude de faisabilité déjà réalisée, il serait maintenant question de transformer à brève échéance deux autres fours dans la filière HCC.

(Africa Mining Intelligence : 04/02/2004)

COBALT - NICKEL

Relance de la production de cobalt en RDC

Le producteur de cuivre et de cobalt polonais KGHM va pouvoir redémarrer sa production en République Démocratique du Congo suite au feu vert de son conseil d'administration. Après l'arrêt de ses opérations en raison de l'instabilité politique et depuis le retour des compagnies minières en RDC, KGHM n'avait pu reprendre ses activités en raison d'une action en justice sur le sol polonais concernant un supposé détournement de capitaux. KGHM a des droits d'exploitation validés par le gouvernement de RDC, notamment sur le gisement de cuivre-cobalt de Kimpe situé dans la province du Katanga. KGHM projette d'y construire, d'ici cinq ans, une nouvelle unité de traitement des minerais à cuivre-cobalt provenant de ses différents gisements, dont la capacité sera de 100 kt/an.

Fin 2003, le gouvernement transitionnel de RDC donnait son feu vert au projet d'exploitation des tailings à cuivre-cobalt de Kolwezi par la compagnie Kingamyambo Musonoi Tailings nouvellement créée. KMT est détenue à 82,5 % par la société canadienne American Mineral Fields (via sa filiale Congo Mineral Development), à 12,5 % par l'opérateur d'Etat Gécamines et à 5 % par l'Etat congolais. Le projet, qui vise des productions de 42 kt/an de cuivre et 7 kt/an de cobalt (environ 18 % de la production minière mondiale actuelle) sur une durée de vie de 38 ans, serait programmé pour entrer en production dans le courant du dernier trimestre 2006 ou du premier trimestre 2007.

(Metal Bulletin : 19-26/01/2004, 02/02/2004)

Le groupe belge Umicore veut surfer sur la reprise du cobalt

Après le marasme post-11 septembre 2001 et le creux des cours atteint il y a deux ans, le prix du cobalt a quadruplé dans les deux derniers mois, passant à 26-29 $/lb (pour les meilleures qualités). De quoi revoir la stratégie chez le raffineur et transformateur industriel Umicore qui compte pour 9 % de la consommation de cobalt mondiale. Ayant déjà révisé son projet de fermer rapidement la raffinerie belge d'Overpelt (cf. Ecomine janvier 2004), il semble que les derniers évènements, dont un carnet d'approvisionnements - livraisons plein jusqu'en 2005, ont poussé le groupe belge à accélérer l'augmentation de ses capacités de raffinage qui sont dispersées en Belgique, aux Etats-Unis, en Afrique du sud et en Chine. En 2003, Umicore a raffiné 1 700 t de cobalt et en a acheté 2 000 t sur le marché spot pour satisfaire sa consommation. En 2004, le groupe prévoit de raffiner 3 000 t et de hausser sa capacité pour pouvoir produire 4 000 t en 2005. En plus des expansions prévues, notamment en Chine, faut-il comprendre que le site belge d'Overpelt, non seulement ne sera pas fermé, mais reviendra à une production à 100 % de sa capacité pour qu'Umicore puisse atteindre ses nouveaux objectifs ?

(Les Echos : 19/02/2004 ; Metal Bulletin : 26/01/2004 ; Platt's Metals Week : 26/01/2004)

Inco entend redresser la barre mais rappelle que l'offre de nickel sera comptée

Le producteur de nickel canadien Inco est n° 1 du monde occidental. En 2003, il a fait un bénéfice de 137 M$ (contre une perte de 1,5 M$ en 2002) malgré la grève de trois mois à Sudbury Inco qui a lourdement affecté la production du groupe. Celle-ci a baissé de 11 %, à 187 173 t. Cette année, son vice-président Peter J. Goudie entend produire le maximum de métal possible… « chaque livre ajoutée allant dans le sens de la satisfaction du client ». Inco a même pris récemment la décision de ne pas effectuer de maintenance annuelle à Sudbury afin de ne pas arrêter la production. Un objectif de 230 000 t de nickel a été cité.

Inco a estimé que la seule hausse de la demande chinoise en aciers inoxydables serait cette année de 20 %, soit 1 Mt correspondant à 40 000 t de nickel supplémentaires. Dans le même temps, souligne P.J. Goudie, l'offre fait les frais de la déception survenue ces cinq dernières années sur tous les projets latéritiques qui n'ont pas tenu leurs promesses et d'un retard de prospection dû au marasme antérieur du prix. Mais les choses ont changé et les stocks du LME sont passés à 14,5 kt au début de février, soit une semaine d'approvisionnement !

La capacité de développement d'Inco est essentiellement captée par le démarrage de la production du supergisement de Voisey's Bay prévu pour la mi-2006 au plus tôt. Inco doit y consacrer l'équivalent de 268 M cette année,

dont 236 M sur le site minier. Le coût total d'investissement du projet est estimé à 1,8 Md alors qu'Inco a acheté les 100 % du projet pour 2,6 Md en 1996.

(Mining Journal : 06/02/2004 ; Platt's Metals Week : 09/02/2004)

Falco Sudbury en grève, Falconbridge continue de préparer l'avenir

Le complexe de fonderie Falconbridge de Sudbury (Ontario), qui fournit 5 % du nickel mondial (58,9 kt en 2003), est aussi un baromètre social de la profession. Dès la mi-janvier, il paraissait probable que, dans le contexte général du relèvement des cours de la plupart des métaux, la renégociation du contrat de travail des employés donnerait lieu à une grève. C'est chose faite depuis le 1er février. Il est estimé que la répercussion de la grève se traduit par une réduction de 50 % de la capacité de production, soit 2 000 t/mois de nickel. Bien entendu, le cours, qui se reprend depuis la correction de la 1ère quinzaine de janvier (il est reparti de 14 000 $/t), a réagi à cette annonce dans le contexte du déficit prévu de l'offre 2004 (30 kt) et de la baisse des stocks du LME qui se poursuit.

Falconbridge vient de s'associer avec Barrick Gold pour développer ensemble le gisement de nickel de Kabanga situé en Tanzanie. Le gisement a été découvert par la junior Sutton Resources vers le début des années 90. Depuis le milieu des années 90, BHP, puis Anglo American, s'y sont intéressés avant que Barrick n'emporte l'affaire via son OPA réussie, motivée par les actifs or de la junior. Barrick a tout de même poursuivi la prospection afin de valoriser le sujet. But atteint avec l'arrivée de Falconbridge qui s'est engagé à investir jusqu'à 45 M$ (US$) dans le développement pour avoir le droit d'acquérir 50 % du projet. Les ressources de la partie principale du gisement (Kabanga Main) sont données pour 26,4 Mt à 2,6 % Ni, soit 686 000 t de métal contenu.

À la fin de l'année dernière, la compagnie avait reçu des autorités de l'Ontario le feu vert pour développer le petit gisement de Montcalm dont les réserves sont de 5 Mt à 1,07 % Ni, soit 53 500 t de métal contenu. L'opération sera menée à l'économie avec le minerai transporté par camions jusqu'au concentrateur de Kidd Creek, près de Timmins, d'où les concentrés seront expédiés à Sudbury. Le capital correspondant est évalué à 76 M$ (US$).

(Engineering & Mining Journal : Nov./Dec. 2003 ; La Tribune : 03-04/02/2004 ; Metal Bulletin : 09/02/2004 ; Mining Journal : 30/01/2004, 06-20/02/2004 ; Platt's Metals Week : 19/01/2004, 02-09/02/2004 ; Recyclage Récupération Magazine n°5 : 06/02/2004)

Le gisement à nickel-cobalt de Ramu développé par les chinois de CMCC ?

La compagnie Highlands Pacific Ltd (HPL) a probablement trouvé un partenaire opérateur pour son projet de développer le gisement de nickel - cobalt latéritique de Ramu situé en Papouasie - Nelle Guinée. Le 9 février, des responsables de HPL, de MRDC (l'officiel Mineral Resources Development Company de PNG) et CMCC (l'entreprise d'état China Metallurgical Construction Company) ont signé à Pékin un protocole d'accord qui laisse trois mois à CMCC pour compléter la joint venture.

Dans le 1er montage proposé, CMCC pourrait acquérir 85 % du projet contre le règlement de tous les autres investissements nécessaires, HPL voyant sa part diluée de 68,5 % actuellement à 8,5625 %, MRDC passant de 31,5 % à 3,9375 % et des locaux obtenant 2,5 %. CMCC, qui aurait la possibilité d'acheter à ses co-actionnaires leurs 15 % de production, doit aussi revoir de façon critique l'étude de faisabilité qui prévoit des productions de 33 000 t/an de nickel et 3 200 t/an de cobalt. Le directeur d'HPL pense que la construction de la mine pourrait commencer au début 2005 et la production vers la mi-2007.

Le potentiel Ni-Co de Ramu serait de 20 ans en réserves et autant en ressources. Le minerai, de type latéritique, devra être traité par lixiviation et probablement avec la technique haute pression qui semble avoir été choisie. Ce qui fait déjà douter certains experts du plan d'avancement vers la pleine capacité avancé par HPL.

(Mining Journal : 06-13/02/2004 ; Site web interfax.com : 12/02/2004)

MAGNÉSIUM

Nouvelles capacités de magnésium secondaire en Allemagne

La société américaine Imco Recycling examine le développement de nouvelles capacités de recyclage de magnésium en Allemagne. La nouvelle unité devrait être construite sur le site de Töging dans le sud du pays où la filiale d'Imco, VAW-Imco Guss, dispose déjà d'une unité de recyclage d'aluminium. La décision fait suite à la conclusion d'un accord avec le constructeur automobile BMW qui compte développer un nouveau type de bloc moteur en alliage léger à contenu élevé en magnésium et qui assurera la reprise du métal secondaire. L'unité de production devrait être opérationnelle courant 2005 avec une production de départ de 5 000 t/an pour un investissement de 4 M . La production pourrait ultérieurement être portée à 15 000 t/an dans la mesure où Imco espère nouer des contrats avec d'autres constructeurs automobiles. En 2003, la société Imco a recyclé 1 233 kt d'aluminium et 109 kt de zinc, en faisant un des leaders mondiaux du recyclage de l'aluminium.

(Metal Bulletin : 09/02/2004 ; Recyclage Récupération Magazine n°6 : 13/02/2004)

Le projet magnésium australien de Stanwell revient dans l'actualité

L'Australie va-t-elle finalement émerger comme producteur de magnésium primaire ? La question est encore d'actualité puisque la société MIL (Magnésium International Ltd) poursuit ses études de faisabilité après l'arrêt du projet concurrent d'Australian Magnesium Corp. Elle annonce procéder aux ultimes arbitrages concernant le choix du site retenu pour la fonderie. Le site maritime de Port Pirie ayant été avancé de longue date, un site alternatif est encore en lice dans la zone de Stanwell. MIL hésite entre un faible prix de l'énergie à Stanwell, permettant un coût opérationnel très compétitif, et les aides gouvernementales promises pour la création des infrastructures à Port Pirie (Australie du sud), à hauteur de 15 M , qui paraissent plus avantageuses car le montant du capital sera probablement déterminant.

Les arguments qui confortent les promoteurs du projet dans leur conviction de le voir aboutir sont la technologie éprouvée (fournie par l'américain Dow), le coût de construction négocié comme ferme et définitif avec la société Thiess (134 M pour la 1er tranche sur le site de Port Pirie) et l'existence d'un contrat d'enlèvement de la totalité de la production par le sidérurgiste allemand Thyssen Krupp. La 1ère tranche de la fonderie devrait avoir une capacité de production de 41 000 t/an. Mais à terme, elle pourrait atteindre 250 000 t/an.

(Platt's Metals Week : 09/02/2004)

TUNGSTÈNE

Le producteur portugais Beralt n'a pu profiter de la fermeture de CanTung

Suite à la fermeture brutale de la mine de tungstène canadienne CanTung en décembre, le producteur portugais Beralt, qui exploite l'historique gisement de Panasqueira (province de Beira Beixa), avait entrepris, dès janvier, de prospecter du côté de ses ex-actionnaires et clients. Mais ni Sandvik AB ni Osram Sylvania Inc n'étaient pressés de trouver un autre fournisseur, du moins pour 2004. Dans le même temps, les prix chinois ont augmenté en raison de la pénurie d'électricité qui sévit, côté concentrés (48-50 $/mtu) et côté APT (autour de 70 $/mtu fob suivant les qualités).

Mais Beralt, un des deux producteurs ouest-européens de tungstène survivants, ne pourra profiter de l'embellie car l'attentisme des deux industriels lui a escamoté sa dernière chance. Etranglé par le ratio euro/dollar des plus défavorables pour un industriel européen dont le produit est vendu en dollars et les dettes s'accumulant, Beralt vient de demander de passer sous administration judiciaire afin d'essayer de préserver ce qui peut l'être.

(Metal Bulletin : 19-26/01/2004, 16/02/2004)

VANADIUM

L'étranglement brutal de l'offre de ferrovanadium fait s'envoler le prix

La forte baisse de l'offre sur le marché du ferrovanadium (qualité 70-80 %) entraîne, depuis la fin janvier, une hausse vertigineuse du prix sur le marché international. C'est notamment le cas aux Etats-Unis où les fournisseurs réguliers ne peuvent plus honorer qu'à 75 % la demande de leurs clients qui sont venus se fournir sur le marché spot. De 13,7-14,4 $/kg avant les fêtes de fin 2003, puis 15,4-15,7 $/kg après, le prix est passé à 17,5 $/kg mi-janvier, puis à 22,0-24,2, puis 25,3-29,7 $/kg au début février. Le producteur américain Stratcor a suspendu sa cotation depuis la mi-janvier en raison de la « volatilité du prix ». Dans la foulée, le prix du pentoxyde, de 3,0-3,1 $/lb environ, est passé à 3,35-3,45 $/lb à Londres et 3,05-3,10 $/lb au Japon à la mi-janvier, à 3,70 $/lb en Europe fin janvier, puis à 4-5 $/lb début février tandis qu'aux Etats-Unis certains prix s'affichaient bien au dessus, jusqu'à 6,75 $/lb !

Quelles raisons à cette hausse brutale ? Est d'abord citée la forte demande du marché est-asiatique, dont celle de la Chine où la demande croîtrait de 30 % par an, avec la mention d'une nouvelle loi chinoise obligeant les industriels à ajouter une part de ferrovanadium dans leurs aciers ! Est aussi citée l'agitation du marché au moment du renouvellement des contrats, plus forte certaines années, comme en 1998. C'est aussi l'occasion, pour beaucoup, de regretter la fermeture par Xstrata du gisement géant australien de Windimurra qui a produit de fin 2000 à début 2003. L'opération n'était plus rentable alors que le ferrovanadium se négociait à 10,0-10,5 $/kg et le pentoxyde 1,8-2,0 $/lb !

(Metal Bulletin : 19-26/01/2004, 09/02/2004 ; Platt's Metals Week : 19-26/01/2004, 09/02/2004)

3 - MÉTAUX SPÉCIAUX

BISMUTH

Baisse des aides aux exportations chinoises de bismuth

Ces aides correspondent à des abattements sur les taxes à l'exportation de bismuth. Les baisses de ces abattements envisagées par le gouvernement pourraient donner le signal d'une vague spéculative comme pour la plupart des petits métaux. Ces rabais, antérieurement fixés à 17 % vont être ramenés à 13 %. Malgré une offre abondante sur le marché chinois, de nombreux observateurs s'attendent à une pression sur les prix provoquée par une rétention de matériel. Sur le marché spot, les prix se négociaient entre 2,8 et 3,1 $/lb.

(Metal Bulletin : 26/01/2004)

INDIUM

Hausse du prix de l'indium en partie due à la baisse de l'offre chinoise

L'envolée des cours de l'indium présente toutes les caractéristiques d'une bulle spéculative alimentée par une demande en effervescence associée au développement des écrans plats à technique LCD et à une rétention probable des producteurs chinois, sans oublier l'intervention de spéculateurs. Alors que des contrats au départ de la Chine se négocient à 450 $/kg, des observateurs fixaient, à la mi-février, le prochain objectif à 470 $/kg.

(Metal Bulletin : 09-16/02/2004 ; Mining Journal: 30/01/2004)

MERCURE

Redémarrage en Espagne de la mine historique d'Almaden

Après avoir mis en place un dispositif conforme à la réglementation pour le traitement de ses effluents gazeux, Mina de Almaden y Arrayanes SA annonce le redémarrage de ses activités en date du 10 janvier 2004. La capacité annuelle initiale devrait être de 10 000 flasques de 34,47 kg et pourrait être rapidement portée à 20-25 000 flasques.

Dans un marché toujours marqué par l'étroitesse de l'offre, les cours sont au plus haut à 285 $/flasque, prix fob départ port espagnol.

(Metal Bulletin : 02/02/2004)

SÉLÉNIUM

Tension sur les prix dans un marché pourtant atone

Alors que la majorité des échanges se font dans le cadre de contrats à long terme, le faible nombre de transactions enregistrées sur le marché libre autorise d'importantes fluctuations de prix suscitées par les producteurs, en particulier

chinois. La fourchette de prix évolue entre 9 et 13 $/oz. Selon les analystes, l'offre est cependant encore suffisante.

(Metal Bulletin: 16/02/2004)

SILICIUM

Tension sur les approvisionnements en FeSi et SiMn chinois

L'envolée de la production sidérurgique chinoise (220 Mt) draine une part croissante de la production domestique de ferro-silicium et de silico-manganèse, entraînant une tension sur les approvisionnements des clients régionaux que sont les japonais et les coréens. Cette situation, jointe aux informations récurrentes de rationnement d'énergie électrique dans le Hunan qui est traditionnellement producteur de silico-manganèse, participe à la progression des cours de ces deux alliages sur le marché asiatique avec des prix sur le marché spot de 700 $/t fob départ Chine pour le ferro-silicium, en progression de 10 %, et de 1 000 $/t pour le silico-manganèse, soit quasiment un doublement. Une telle envolée des cours paraît difficilement soutenable dans la durée et met sous pression les industriels japonais et coréens qui pourraient envisager des approvisionnements à partir de l'Europe.

Sur le marché européen, l'annonce de la fermeture en fin 2003 de l'unité Eramet de Boulogne dont la capacité était de 350 kt/an, devrait contribuer également à la progression des cours. Les négociations pour les livraisons du 1er trimestre 2004 font état de cours évoluant entre 580 et 620 /t.

(Metal Bulletin: 22/01/2004, 02/02/2004)

Silicium : cours soutenus en Europe et en Chine

Les prix du silicium au départ de Chine restent fermes en raison du renchérissement des coûts énergétiques induits par la montée des prix du charbon. Le silicium à 98,5 % y a franchi le seuil de 1 000 $/t fob, avec des transactions atteignant 1 050 $/t sur le marché libre. De son côté, Elkem, producteur n° 1 mondial, annonce qu'il utilisera cette année la totalité de ses capacités de production norvégiennes, soit environ 70 000 t, après avoir rempli la totalité de son carnet de commandes à des prix avoisinant 1 160 /t.

(Platt's Metals Week : 19/01/2004, 02/02/2004)

Accord de l'UE pour une aide publique de 100 M à l'allemand Wacker Siltronics

L'Allemand Wacker, un des leaders mondiaux pour la fabrication des « tranches » de silicium (Wafer) destinées à la fabrication des puces électroniques, a obtenu le feu vert des autorités de la concurrence de l'UE pour bénéficier d'aides publiques supérieures à 100 M . Ce financement permettra de couvrir 28 % des « coûts d'investissement éligibles » par la Commission, qui sont nécessités par la mise en place d'une unité de fabrication de tranches de silicium de dernière génération (300 mm) en Saxe. En octobre, l'industriel avait annoncé la délocalisation en Asie des unités de fabrication de tranches de 200 mm, ce qui entraînait la disparition de 800 emplois en Bavière. Le groupe Wacker est détenu à hauteur de 49 % par Aventis qui a annoncé son intention de céder sa participation.

(La Tribune: 18/02/2004)

TANTALE

Tantale éthiopien : achat belge à 59 $/kg

Au cours de la bulle technologique, le cours du tantale avait flambé pour atteindre 300 $/lb et retomber, dès fin 2002, à seulement 30 $/lb. Les dernières transactions publiées confirment cette tendance à la baisse, d'autant plus notable que le dollar a aussi baissé par rapport à l'euro. En janvier, la société d'Etat Ethiopian Mineral Development Share Company (EMDSC) avait mis aux enchères 20 t de minerai de tantale, qui ont été acquis par la société de négoce belge Trade Mat au prix de 27 $/lb, soit environ 59 $/kg. EMDSC exploite le site de Kenchicha situé dans la province méridionale de Borena. Sa production est de 50 t/an.

(Africa Mining Intelligence n° 78 : 17/02/2004)

TITANE

Sierra Leone : dernière ligne droite avant le redémarrage de Sierra Rutile

Suite au retour au calme en Sierra Leone, marqué par l'élection d'un nouveau président le 14 mai 2002, le processus de redémarrage de l'activité d'extraction de rutile est en bonne voie. Après la mise en place des financements institutionnels qui devrait être finalisée courant juin 2004, soit 25 M$ en provenance de l'OPIC américain (Overseas Private Investment Corp) et 25 M en provenance du fonds européen Sysmin, les premiers produits marchands devraient être mis sur le marché en 2005.

En 1993, Sierra Rutile, qui assurait 34 % des approvisionnements mondiaux en rutile (TiO2), soit près de 152 000 t (source USGS), avait dû cesser ses activités en raison de la guerre civile. Depuis lors, la filière titane à plus de 95 % orientée vers la fabrication de « blanc de titane », a évolué avec la généralisation du traitement par voie chlorée permettant et la mise en œuvre d'ilménite ($FeTiO_3$) au coût unitaire plus faible et la fabrication de rutile « synthétique » en même temps que des ferroalliages. Entre 1993 et 2001, la production d'ilménite a ainsi augmenté de 23 % pour atteindre 3 750 kt tandis que la production de rutile diminuait de 8 %, à 410 kt en 2001.

Dans ce nouveau contexte, Sierra Rutile (détenue à 75 % par l'homme d'affaires canadien Jean Raymond Boulle et la société américaine Us Titanium) devrait porter sa capacité d'extraction à 120 kt/an en 2005 et ultérieurement à 200 kt/an avec la mise en place d'une nouvelle unité de dragage. D'après ses actionnaires, la société a dû dépenser près de 100 M pour maintenir les installations en état pendant la période d'arrêt.

(Africa Mining Intelligence : 04-17/02/2004 ; Industrial Minerals : February 2004)

QIT augmente ses capacités de fabrication de rutile synthétique de haute pureté

La société canadienne Quebec Iron Titanium (QIT), filiale du leader mondial de l'industrie minière Rio Tinto, va investir 76 M$ dans l'augmentation de la capacité de production de laitier à haute teneur en titane (94,5 %) de son unité de Sorel-Tracy située au Québec. La capacité devrait ainsi passer de 250 kt/an à 350 kt/an au début 2005 et même à 600 kt/an ultérieurement, en fonction de l'évolution de la demande.

Le complexe industriel produit actuellement 1,1 Mt/an de laitier toutes qualités confondues. Alors que le laitier à faible contenu en TiO_2 (@ 80 %) est destiné à la filière « acide sulfate » , le laitier à 94,5 % alimente la filière chlore. Les coproduits métallurgiques sont représentés par de la fonte de 1ère fusion (360 kt), de l'acier (500 kt) et des poudres métalliques (200 kt). Les installations sont alimentées en minerai à partir d'une exploitation d'ilménite en roche dure localisée au Havre St-Pierre, 900 km plus en aval sur le fleuve St-Laurent. Dans le domaine de la mine du titane, Rio Tinto a une part de marché proche de 35 % en incluant les différentes qualités de laitier ainsi que le rutile.

(Mining Journal : 23/01/2004)

URANIUM

Les résultats du producteur d'uranium Cameco sauvés par l'or

Pour le 4e trimestre 2003, la division uranium du Canadien Cameco a enregistré une baisse de 8 % de ses bénéfices avant taxes par rapport au même trimestre 2002, à 34 MC$ (20,3 M). La baisse des revenue de 7 %, à 186 MC$ (111 M) est imputable pour 5 % à la baisse du prix de vente moyen et pour 2 % à la baisse des tonnages commercialisés, à 11 116 livres (5 042 kg). Dans le même temps, l'accroissement de la production est de 51 %, à 5 945 ivres (2 697 kg). La baisse des facturations est imputable au raffermissement du dollar canadien face au dollar américain et aussi à la durée des contrats qui sont des contrats de long terme actuellement moins avantageux. Selon un analyste, le prix moyen de vente aurait été de 11,79 $/lb d'$U_3O_7$ alors que les prix spot ont augmenté de 37 % entre 2002 et 2003, à 13,62 $/lb. La branche aurifère a, de son côté, plus que largement compensé cette baisse avec des revenus avant taxes de 15 MC$ (9 M), comparés à une perte de 2 MC$ (1,2 M) au même trimestre 2002.

(Mining Journal : 30/01/2004)

4. DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Rush sur les diamants du Grand Nord canadien

D'après les données fournies par les autorités des provinces du Nunavut et des Territoires du Nord-ouest (NWT), les demandes de permis d'exploration (claims) 2004 pour le diamant ont explosé. Dans le Nunavut, 1 518 claims couvrant 260 000 km^2 ont été posés, contre 190 et 36 000 km^2 l'an passé. Dans la région voisine des NWT, le nombre de claims posés est passé à 600, contre 200 l'an passé. La frénésie a été largement sous-tendue par des majors du secteur, à l'exemple précis du Nunavut où De Beers s'est taillé la part de l'ours blanc avec 633 claims (42 %) couvrant un total de 114 000 km^2, tandis que BHP-Billiton a posé 394 claims (26 %) couvrant 66 400 km^2.

De Beers, qui a relancé le projet sub-économique de Gahcho Kué (cf. Ecomine déc. 2003) et qui est retardé dans le développement de son projet Snap Lake (NWT pour les deux projets), est toujours à la recherche de résultats probants dans la contrée.

BHP-Billiton est en meilleure posture. La mine de Diavik (60 % BHPB, 40 % Aber Diamond), située dans les NWT, a commencé à produire au début 2003. Son 1er objectif de production de 7 Mcts/an est déjà rehaussé. Un nouveau plan de production, qui passe par le relèvement de la capacité de l'unité de traitement, prévoit 1,7 Mt de minerai traité en 2004 représentant 8,2 Mcts, et 2,0 Mt de minerai en 2005. Par ailleurs, BHPB vient d'annoncer un résultat d'échantillonnage encourageant sur des kimberlites prometteuses de la région de Repulse Bay (NWT). Un échantillon de 9,1 t pris sur l'une des kimberlites a fourni un total de 70 pierres représentant 2,36 ct.

(Engineering & Mining Journal : January 2004 ; Mining Journal : 30/01/2004, 06/02/2004)

Excellents résultats 2003 pour De Beers qui va être restructuré

DTC (Diamond Trading Co), la filiale de commercialisation des pierres brutes du groupe De Beers, a vendu pour 5,52 Md$ de gemmes en 2003, soit une augmentation de 7 % alors que l'année avait « mal commencé » (guerre d'Irak, SRAS). Le bénéfice avant impôts a augmenté de 17,6 %, à 676 M$, grâce à la hausse du prix des gemmes de 10 %. Et à compter du 1er janvier, DTC a appliqué une autre hausse de 3 %. De Beers explique en partie ces bons résultats par la réussite de son système de ventes à éditions limitées s'adressant à une clientèle « fidélisée » figurant dans une liste dressée par le DTC.

La production de pierres brutes 2003 est venue pour 14 Mct des mines sud-africaines de De Beers, 31 Mct de la filiale Debswana (50 : 50 entre De Beers et l'Etat du Botswana), 1,7 Mct de la filiale Namdeb (50 : 50 entre De Beers et l'Etat de Namibie). A quoi s'ajoute la part de production d'Alrosa commercialisée par De Beers, soit 7 des 43 % représentant la part mondiale de De Beers (cf. tabl. ci-dessous, incluant la prévision 2004).

Groupe De Beers	2003 Mct	2004 Mct
De Beers Afrique du sud	12.0	14.0
Debswana	30.1	31.0
Namdeb	1.5	1.7
accord Alrosa	8.5	*9.1*
total De Beers - DTC	52.0	55.8
total mondial	121.0	x
part % DB - DTC / monde	43.0	x

Mais l'annonce principale concerne la prochaine restructuration du groupe, trois ans seulement après celle ayant abouti au délistement du groupe du JSE par élimination des petits actionnaires et concentration autour des deux principaux (45 % chacun), la famille Oppenheimer, héritière historique (derrière son chef de file Nick), via Central Holdings, et Anglo American. Au final, le groupe éclaterait en plusieurs compagnies indépendantes, la principale raison avancée étant la restructuration nécessaire de la partie sud-africaine, d'une part pour se conformer à la loi minière stipulant une participation de BEE de 15 % d'ici 5 ans et de 26 % d'ici 10 ans, d'autre part pour satisfaire le gouvernement qui souhaiterait atténuer le poids de l'Anglo American dans l'économie du pays.

Le scénario général pourrait être le suivant. Une compagnie De Beers Consolidated Mines dédiée aux mines sud-africaines, dirigée par Jonathan Oppenheimer (fils de Nicky), Debswana

dirigée par Louis Nchindo, Namdeb dirigée par Inge Zaamwani et, enfin, le DTC qui continuerait à commercialiser les productions des trois compagnies, dirigé par Gareth Penny. Parmi les problèmes sous-tendant ce projet, il faut citer les « limites » financières de la famille Oppenheimer, déjà notées lors de l'opération de restructuration faite il y a trois ans, qui, pour ne pas être diluée lors des hausses de capitalisation, doit nécessairement freiner les investissements… et freiner Anglo American.

(Financial Times : 06/02/2004 ; La Tribune : 06/02/2004 ; Mining Journal : 06-20/02/2004)

De Beers arrête l'exploration en Guinée et se relance en RDC

Après neuf ans d'exploration en Guinée et 12 M$ investis sans découverte majeure (mine d'une durée de vie de 15 ans) ou même un tant soit peu significative, le groupe De Beers est en train d'abandonner le pays. L'attente d'ultimes résultats d'exploration retient encore le dernier géologue. Ses autres explorations dans les pays voisins, Mauritanie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, ainsi qu'en Algérie, n'ont pas plus abouti.

Le groupe a donc revu sa stratégie et compte bénéficier du retournement de situation en République Démocratique du Congo pour y effectuer son grand retour. Des tractations sont en cours pour obtenir des permis et engager des JV avec des compagnies locales afin de se donner un maximum d'atouts. Un 1er obstacle est la limitation de 20 000 km2 imposée aux compagnies étrangères, superficie insuffisante au niveau d'une exploration stratégique. Ses principaux concurrents en RDC sont MIBA (État), BHP-Billiton et Southern Era.

(Africa Mining Intelligence : 17/02/2004)

ARGENT

Le retour en grâce de l'argent accélère les affaires en Amérique latine

Au **Mexique**, la compagnie canadienne Western Silver Corp voudrait inciter son partenaire de JV Teck Cominco à développer le gisement d'argent en sulfures massifs de San Nicolas, situé dans l'État de Zacatecas. WSC (21 %) souhaite donc que Teck (79 %) révise l'étude de faisabilité réalisée en 2001. Sur la base de ressources estimées à 65,2 Mt à 32,1 g/t Ag, 0,53 g/t Au, 1,32 % Cu et 2,04 % Zn, cette étude prévoyait une exploitation sur 12 ans correspondant à la production finale de 560 t d'argent (27 % des ressources estimées), 5 t d'or (15 %), 635 000 t de cuivre (74 %) et 950 000 t de zinc (71 %).

En **Bolivie**, Apex Silver Mines développe son projet San Cristobal situé dans le district de Potosi, au sud-ouest du pays. C'est un très gros projet zinc - argent qui nécessitera un investissement de 435 M$ dont 168 M$ viennent d'être levés grâce à la création de nouvelles actions. Parallèlement, ASM vient de signer avec la compagnie de chemins de fer Antofagasta un accord de long terme portant sur l'acheminement route-rail des concentrés entre la mine et le port chilien de Mejillones. La capacité de traitement prévue est de 40 000 t/jour de minerai, soit 600 000 t/an de concentrés qui renfermeront 840 t d'argent et 258 000 t de zinc pendant les cinq premières années (!). ASM (100 % du projet) n'a pas fourni de calendrier.

Au **Pérou**, Pan American Silver Corp va racheter à ses actionnaires locaux pour un montant de 35 M$ la petite mine d'argent de Morococha qui a déjà produit près de 110 t au coût opératoire direct de 3 $/oz. Pour un montant équivalent à 35 M$, PASC acquerra le droit d'exploiter les réserves restantes, soit 285 t d'argent, plus 52 000 t de zinc, 20 000 t de plomb et 4 500 t de cuivre. Un rythme de 121 t/an (!) d'argent et un coût opératoire direct de 2,5 $/oz sont annoncés.

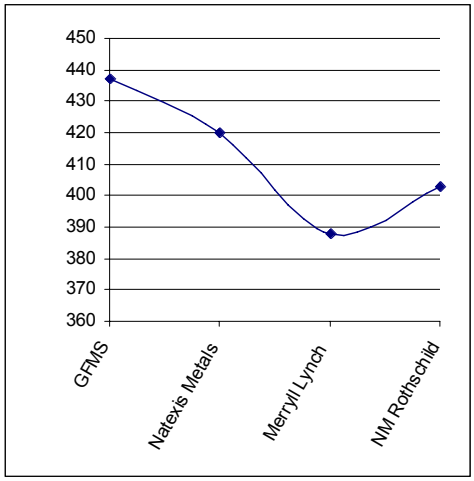
Au Chili, la compagnie Mantos de Oro (50 % Kinross Gold) qui exploite la mine d'or - argent de La Coipa, vient d'acquérir auprès de Codelco 65 % du projet or - argent voisin de Puren. Situé dans la IIIe région, le gisement de Puren a été découvert en 2001 par Codelco qui a terminé son étude de faisabilité fin 2003. Ses ressources sont dites « supérieures aux réserves restantes de La Coipa », actuellement estimées à 40 t d'or et 1 994 t d'argent. MdO devra investir pour 1,75 M$ de travaux supplémentaires avant que Codelco ne prenne une décision de vente ou de garde de sa part restante.

(Engineering & Mining Journal : January 2004 ; Mining Journal : 13/02/2004 ; Platt's Metals Week : 02/02/2004 ; Site web bnamericas.com)

OR

Ajustement des prévisions de cours moyen de l'or en 2004

Alors que l'or est redescendu de ses sommets pour tester le support des 400 $/oz (399,75) avant de se reprendre et de résister vers 410 $/oz à la mi-février, de nombreux analystes du secteur banque/finance ont fourni leurs pronostics sur l'évolution du cours de l'or en 2004 (fig. ci-dessous, en $/oz). Ces chiffres sont plus ou moins inférieurs aux prévisions de Gold Fields Minerals Service (cf. Ecomine janv. 2004) dont la prévision de 437 $/oz pour le 1er semestre serait, pourtant, en retrait par rapport au chiffre annuel.



Parmi les facteurs les plus discutés actuellement, dont le « de-hedging », on peut retenir celui des ventes des banques centrales à l'exemple de la banque centrale norvégienne (non signataire de l'accord de Washington, cf. Ecomine janv. 2004) qui vient de vendre 16 t. S'il est toujours question que la banque centrale allemande (Buba, signataire de l'accord) se sépare de 600 t, la surprise est venue du Japon dont le Ministre des Finances a déclaré que le pays pourrait doubler la part d'or de ses réserves de valeurs (actuellement à 765 t, soit 1,5 %).

On peut également noter la décision du gouvernement indien de lever le frein

mis sur les importations d'or, dont le résultat a été finalement jugé défavorable au secteur de la joaillerie et à l'export. L'Inde est le 1er pays importateur mondial d'or avec 600 t/an.

(La Tribune : 30/01/2004 ; Mining Journal : 30/01/2004 ; Platt's Metals Week : 19-26/01/2004, 02/02/2004)

Production d'or record en 2003 pour la Chine

La Chine a produit 200,6 t d'or en 2003, en hausse de 5,68 % sur son chiffre 2002. L'objectif 2004 est de 210 t. L'exploration et la production sont relancées dans ce pays (cf. Ecomine janv. 2004) qui, 5e producteur mondial, se place au 3e rang pour la demande (215 t en 2002 et une estimation à 215-250 t pour 2003-2004).

(La Tribune : 06/02/2004)

Production d'or russe 2003 toujours limitée par la taille de ses mines

La Russie a produit 170 t d'or primaire en 2003, dont 10 t de « co-produits » miniers. La hausse annuelle serait de 1 % seulement. En fait, la production résulte encore d'un grand nombre de petites exploitations malgré le resserrement actuel du nombre d'acteurs (cf. Eco-note). Polyus (filiale or de Norilsk Nickel) est le propriétaire de la mine d'or n° 1 russe, Olimpiada, qui a produit 26 t en 2002. Grâce à sa croissance externe récente, Polyus a acquis une capacité de l'ordre de 40 t/an. Polymetal a produit 3 t à sa mine de Vorontsovskoye alors que sa production totale 2002 avait atteint 4,2 t. La majorité de la production nationale est exportée, 150 t en 2003, malgré le frein mis par la banque centrale russe qui a contribué à baisser ce chiffre de 27 % par rapport à 2002.

Le projet Sukhoi Log étant un cas particulier (cf. Ecomine janv. 2004 et Econote fév. 2004), les derniers développements sont au compte de compagnies nouvelles venues en Sibérie orientale. D'une part, Bema Gold a fait réviser les ressources de son projet Kupol qui s'élèvent à 189 t au total (9,72 Mt à 19,42 g/t), dont 57 t en indiquées (2,55 Mt à 22,30 g/t) et 132 t en inférées (7,17 Mt à 18,40 g/t) avec une teneur de coupure de 6 g/t. D'autre part, Trans-Siberian Gold a augmenté les ressources globales (mesurées + indiquées + inférées) du gisement de Veduga qui passent de 66 t à 72 t (14,1 Mt à 5,09 /t) avec une teneur de coupure de 2 g/t.

(Metal Bulletin : 16/02/2004 ; Mining Journal : 30/01/2004, 06/02/2004)

Les majors commencent à afficher résultats et objectifs

Newmont Mining, après ses 216 t de 2002, n'a pas encore produit de statistiques globales 2003 ni de prévisionnel 2004, sinon mentionné son objectif d'atteindre environ 225 t en 2006. Par contre, il fait largement état de ses réserves qui, avec 2 855 t (prouvées et probables) sont considérables (cf. tabl. réserves). Parmi les gisements ayant contribué à l'augmentation, on compte Yanacocha au Pérou (mine d'or n° 1 mondiale avec 87 t en 2003, dont il détient 51,35 %), les mines du Nevada et les projets Akyem et Ahafo au Ghana.

Productions d'or (t)	2002	2003	évol.% 02-03	2004p	évol.% 03-04	2005p	évol.% 04-05	2006p	évol.% 05-06
AngloGold	184.4	174.2	-5.6	205.3	17.9	227.1	10.6	x	
Newmont	215.9	x		x		x		225.5	
Barrick Gold	177.3	171.4	-3.3	154.0	-10.2	x		x	
GoldFields	140.0	133.7	-4.4	141.5	5.8	150.0	6.0	159.0	6.0

AngloGold a produit près de 174 t d'or en 2003, soit près de 6 % de moins qu'en 2002. Mais en 2004, sa production sera rehaussée de 18 % grâce à l'absorption d'Ashanti Goldfields. Cette absorption, qui devrait être finalisée en avril, a eu le feu vert de la Commission Européenne mais est en attente d'acceptation définitive par le Parlement du Ghana. On note qu'en 2005 la production d'AngloGold devrait dépasser celle de Newmont. Les réserves recalculées d'Anglo (sans Ashanti) ont aussi fléchi, à 1 959 t, en fonction de la ponction de la production 2003 et de la révision à la baisse des réserves des mines sud-africaines de Savuka et de Mponeng en particulier. En plus du « package » Ashanti Goldfields dont le grand projet d'« Obuasi profond » sera un tournant, Anglo semble devoir accorder plus d'intérêt à l'Afrique. En particulier, il va développer ses projets au Mali (minerai sulfuré de Sadiola, exploration près de Morila) et en Tanzanie (exploration des structures Nyankanga West et Nyankanga South près de Geita). Par contre, il est question qu'il cède la mine Freda Rebecca située au Zimbabwe (2,4 t/an).

Réserves des majors	types	tonnage minerai Mt	teneur or g/t	tonnes d'or
AnglGold (350 $/oz)	réserves prouvées	189.50	2.31	438
	réserves probables	492.40	3.09	1 522
	total Anglo	681.90	2.87	**1 959**
Newmont (325 $/oz)	réserves prouvées	543.80	1.27	691
	réserves probables	1 580.00	1.37	2 165
	total Newmont	2 123.80	1.34	**2 855**
Barrick Gold (?/oz)	total Barrick	x	x	**2 411**

Barrick Gold a produit 171 t en 2003 et devrait produire seulement 154t cette année (- 10 %). Mais Barrick affiche de solides réserves, avec 2 411 t. Et à partir de 2005, le producteur canadien pourra compter sur la mise en production de plusieurs projets, Alto Chicama au Pérou (17 t/an pendant 13 ans), Veladero en Argentine (16,5 t/an pendant 13,5 ans), Tulawaka en Tanzanie (17 t de réserves). A noter que Barrick est le 1er major à effectuer un retour en Russie via sa prise de participation dans Highland Gold.

GoldFields a produit environ 134 t d'or en 2003, dont 74 % d'Afrique du sud, 13 % d'Australie et 13 % du Ghana. Les principaux objectifs du groupe sud-africain sont la diversification géographique de sa production et son relèvement d'un tiers dans les cinq années à venir, soit 141-142 t cette année si la montée en puissance est régulière. Ainsi, le groupe compte pouvoir faire face au problème des écarts d'évolution entre devises et trouver des relais de croissance. Notons que GoldFields va incessamment finaliser avec Mvelaphanda Resources (BEE) la vente de 15 % de ses actifs sud-africains pour un montant de Rand 4,1 Md (480 M). Son 1er projet sud-américain étant lancé (porphyre à cuivre-or de Cerro Corona situé au Pérou : cf. Ecomine janv. 2004), Goldfields espère aussi se développer en Chine où il mène deux joint venture, dans le Shandong avec Sino Gold et dans le Fujian avec Zijin qui est l'un des principaux producteurs chinois. Sans oublier sa diversification dans les PGM avec le projet finlandais d'Arctic Platinum dont il détient 51 %.

(Africa Mining Intelligence : 21/01/2004, 04-18/02/2004 ; Financial Times : 30-31/01/2004, 11/02/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004, 06-13-20/02/2004 ; Platt's Metals Week : 26/01/2004, 09/02/2004)

Newcrest annonce près de 600 t d'or sur son gisement australien de Cadia East

Newcrest Mining continue de développer en Nelle Galles du sud son projet cuivre-or de Cadia East. L'actualisation des ressources de sub-surface et souterraines du gisement porphyrique confirme son grand intérêt et sa place en 1ère classe mondiale. Encore au stade « indiquées » pour les plus avancées, ces ressources globales approchent 600 tonnes d'or et 2 Mt de cuivre.

(Mining Journal : 13/02/2004)

Oxiana développera seul le gisement d'or laotien de Sepon

La junior australienne Oxiana Ltd vient d'acheter à Rio Tinto les 20 % qu'elle ne détenait pas du projet or et cuivre de Sepon situé au Laos. Le montant de la transaction a été fixé à 85 M$ qu'Oxiana devrait payer à Rio Tinto par appel de fonds auprès de ses actionnaires dont le capital augmentera en proportion.

Le projet est double, se subdivisant en opération or Sepon qui a produit 5,14 t d'or et 3,85 t d'argent en 2003, et en projet cuivre Khanong. Oxiana compte investir 30 M$ pour doubler sa capacité de traitement (mais baisse de la teneur) et atteindre 7,2 /an d'or au début 2005. Récemment, les réserves et ressources d'or ont été réévaluées, respectivement à 49 t et à 128 t. À Khnanong, il est question d'un coût d'investissement de 235 M$ pour produire 60 000 t/an de cuivre cathode (lixiviation puis électrolyse), sur 13 ans, à partir de fin mars 2005.

(Metal Bulletin : 26/01/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004 ; Platt's Metals Week : 19-26/01/2004)

Randgold espère rebondir au Mali grâce au projet Loulo

Au niveau notoriété, Randgold Resources a peu pâti de l'échec de sa contre OPA sur Ashanti Goldfields car l'issue du choc contre AngloGold était prévisible. Par contre, la compagnie listée à Londres et au NASDAQ a vu ses profits baisser nettement au dernier trimestre 2003 en raison d'un enlisement de la situation sur la mine Morila située au Mali. La production 2003 a décliné en cours d'année, spécialement au dernier trimestre, pour atteindre 24,7 t. Randgold (40 %) met cette situation au compte d'un triple désavantage. C'est, d'abord, le retournement des teneurs exploitées qui, d'excellentes en 2002 sont retombées à la limite d'exploitation en 2003, puis le renforcement relatif de l'euro avec lequel la plupart des charges sont réglées, enfin l'atermoiement de l'opérateur… AngloGold (60 %) concernant la hausse de capacité de traitement, en raison, notamment, des compléments d'exploration qui sont en cours dans le secteur sud-ouest de la mine.

La direction de Randgold préfère donc se focaliser sur le lancement de son projet Loulo (80 %, le solde détenu par l'Etat malien) qui vient d'être décidé. Estimé à 80 M$, le projet d'exploitation à ciel ouvert prévoit une production de 6,2 t/an pendant 6-7 ans, à un coût opératoire total de 200-230 $/oz. Mais les réserves ayant servi de base à ce plan, 43,5 t, seraient déjà passées à 134 t, voire plus puisque le gisement est encore ouvert. Le plan de financement de Randgold prévoit d'emprunter 60 M$ et de recourir au hedging, avec un engagement de 300 000 oz (9,3 t) de la future production au prix de 409 $/oz.

(Africa Mining Intelligence : 04/02/2004 ; Mining Journal : 06-13/02/2004 ; Platt's Metals Week : 09/02/2004)

Autres développements en Afrique centrale et de l'ouest

En **République Démocratique du Congo**, le retour des opérateurs miniers entraîne une course à l'appropriation des concessions les plus intéressantes, à laquelle les acteurs du BEE comptent participer. Les concessions couvrant le district aurifère de Kilo-Moto, qui a produit 340 t d'or dans le passé, sont un de ces enjeux. Récemment (cf. Ecomine janv. 2004), des groupes du BEE sud-africain, le très actif Mvelaphanda Holdings et Afrimineral Holdings Group, associés à la société congolaise d'exploration et d'exploitation d'or Okimo, ont racheté les droits d'une petite partie de la concession n° 38 qui couvre la ceinture de Moto (4 500 km^2). Ces droits couvrent les 5 km^2 englobant les mines Agbaro et Kongkolo. Une autre compagnie, Borgakim, a pris opportunément des droits sur une zone de 20 km^2. Mais AngloGold, présent grâce à l'absorption d'Ashanti Goldfields qui possédait les droits de la concession n° 40 couvrant la ceinture de Kilo (8 191 km^2, cf. Ecomine oct. 2003), voudrait récupérer la concession n° 38. Sans oublier Equs Ltd, junior australienne, qui est active sur la concession n° 39 depuis avril 2003.

En **Guinée**, Kenor ASA, qui exploite le gisement principal de Léro, continue de faire état d'augmentations de ses ressources. Celles-ci proviennent des gisements de Léro-Karta, Fayalala et Kankarta. Au total, ces ressources atteindraient 124 t d'or.

Gisements guinéens de Kenor	tonnage minerai Mt	teneur or g/t	tonnes d'or
(a) ressources mesurées	20.20	1.70	34
(b) ressources indiquées	36.00	1.40	50
(c) ressources inférées	26.30	1.50	39
total ressources a + b + c	82.50	1.51	124

En **Mauritanie**, Defiance Mining vient d'obtenir le permis d'exploitation du gisement d'or de Tasiast. En fait, l'autorisation donne toute liberté à Defiance de construire dans le périmètre du permis (312 km^2), mais il reste à obtenir les permis afférents à la construction d'une piste et d'un pipe line d'eau. Pour le moment, la junior ne veut pas avancer de planing. Les ressources mesurées et indiquées du gisement sont de 12,1 Mt à 3,1 g/t (38t) et les ressources inférées de 12,1 Mt à 3,1 g/t (29t). Soit 66 t d'or au total.

Au **Sénégal**, la mise en vente par l'Etat des droits d'exploitation du gisement de Sabodala est retardée par un contentieux juridique entre l'Etat, la compagnie sénégalaise Eeximcor et Newmont (suite à l'absorption de LaSource/Normandy Mining), apparemment déboutés de leurs droits d'exploitation en 1998. Les prétendants à la relance de l'exploitation sont Newmont, Placer Dome, Iamgold, Cluff Mining, Randgold, Defiance Mining, MA Consulting et le marocain Managem. Certains ont pris des contacts directs

avec le directeur d'Eeximcor. Mi-février, le gouvernement a pris la décision de reformuler son offre, retardant un peu plus le redémarrage de la production, alors que son objectif initial était de faire vite.

(Africa Mining Intelligence : 21/01/2004, 18/02/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004, 13/02/2004)

PALLADIUM - PLATINE et autres PGM

Productions en hausse, bénéfices en baisse pour Angloplat et Implats

Comme attendu, Angloplat (Anglo American Platinum Corp Ltd) a annoncé une forte baisse de son bénéfice en 2003. Il passe de l'équivalent de 689 M à 251 M , soit - 63,7 %. Malgré une hausse de 2,6 % de la production, de 2,25 Moz (70,0 t) à 2,31 Moz (71,8 t) et une hausse de 40 % du prix du platine en US$, l'appréciation du Rand de 28 % a fait la différence.

Deuxième impact pour le n° 1 mondial des producteurs privés de PGM, c'est la baisse des réserves prouvées et probables de 37 % à fin 2003 par rapport à fin 2002. Ces réserves sont passées de 250,5 Moz (7 791 Moz) à 150,8 Moz (4 690 t). En contrepartie, les ressources mesurées et indiquées (qui ont récupéré les 100 Moz perdus des « réserves ») ont augmenté de près de 286 Moz, ou 62 %, à 746,4 Moz (23 215 t).

De son côté, Implats (Impala Platinum) a annoncé une baisse de son bénéfice au 2e semestre 2003 (exercice 2003-2004) de 241 à 127 M , soit - 47,3 %. Malgré une hausse de 39 % de sa production de platine raffiné, passée de 773 Moz (24,0 t) à 1 075 Moz (33,4 t).

(La Tribune : 17/02/2004 ; Metal Bulletin : 20/02/2004)

Contrairement aux grands du secteur des PGM sud-africain, Aquarius Platinum ne se plaint pas

Un peu à contre-pied des grands du secteur sud-africain, Angloplat et Implats, qui font des « profit warning » et/ou des révisions à la baisse des réserves quand, dans le même temps, leur valeur boursière au JSE a augmenté substantiellement depuis avril 2003, Aquarius Platinum Ltd, inscrit à Londres mais dont le principal actif est les 75 % d'Aquarius Platinum South Africa Ltd, a annoncé un quasi triplement de son bénéfice au 1er semestre de son année fiscale 2003-2004, à 14,5 M$. Sa production de PGM correspondante (au ratio de ses participations minières) a augmenté de 49 %, à 180 291oz (5,6 t), dont 100 200oz venant de Kroondal, 49 110oz de Marikana et 30 981oz de Mimosa.

APSAL est en JV avec Implats dans l'exploitation du gisement de Mimosa (50 : 50), situé au Zimbabwe et dans le développement du projet Everest South (75 : 25) situé en Afrique du sud. Sur Mimosa, localisée sur la partie méridionale du Great Dyke, l'expansion prévue, qui doit quadrupler la capacité de production de platine (0,96 t/an à 4,20 t/an) est en passe d'être opérationnelle. Elle comprend une restructuration lourde de la mine souterraine, en particulier, et l'installation d'un nouveau concentrateur. À terme, un nouveau relèvement de capacité à 7,8 t est même envisagé car les ressources y seraient de 18,3 Moz (569 t). Sur Everest South, projet localisé à la partie orientale du Bushweld Complex, il est question de commencer la construction de la mine en début d'année pour une mise en production courant 2005 et une pleine capacité, 7 t de PGM, en 2006. Les réserves de minerai UG2 y seraient de 2,8 Moz (87 t).

(Engineering & Mining Journal : January 2004 ; La Tribune : 27/01/2004 ; Mining Journal : 13/02/2004)

Implication grandissante du BEE dans le secteur des PGM sud-africain

La 1ère opération, « à tiroirs », concerne le projet PGM de Ga-Phaspha (ex-Paschaskraal) dans lequel Anglo American Platinum (Angloplat) s'était engagé à faire entrer Pelawan Investments (BEE) à hauteur de 50 %. Ga-Phaspha renferme des ressources (4PGM) mesurées et indiquées de 65,7 Mt à 6,97 g/t (456 t) et inférées de 137,4 Mt à 4,32 g/t (594 t) dans l'UG2 Reef, et des ressources mesurées et indiquées de 43,3 Mt à 4,39 g/t (190 t) et inférées de 111,5 Mt à 7,10 g/t (792 t) dans le Merensky Reef.

Par le biais d'une fusion de Pelawan qui amène ses droits et de la junior canadienne Anooraq Resources qui ouvre son capital (et amène le gisement de Drenthe), Anooraq entre dans le projet Ga-Phaspha en cédant 52 % du capital élargi à Pelawan et en payant un cash de 1,1 M .

La 2e opération est l'entrée de Tiso Capital (BEE) dans le projet PGM de Two Rivers qui est mené en JV par Impala Platinum et Anglovaal Mining. Tiso devrait entrer pour 20 % du projet qui en est à 80 M d'investissement sur le total prévu évalué à 120 M et avoir une option sur 5 % de plus. En fait, Implats et Avmin vont devoir avancer cet argent à Tiso qui, symboliquement paiera tout de même 1 % de son entrée.

(Africa Mining Intelligence : 04/02/2004 ; Mining Journal : 23/01/2004)

5. MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Kali und Salz se renforce dans le sel en Europe

L'allemand K + S (Kali und Salz) consolide sa position européenne dans le sel avec le rachat à Solvay des 38 % qu'il ne détenait pas dans leur filiale commune Esco (European Salt company). Cette transaction est encore soumise au feu vert des autorités de la concurrence.

Le groupe K + S s'est constitué en 1993 par le regroupement des activités potasses et sels de deux sociétés allemandes. Après le rachat du groupe Compo Gmbh et du secteur engrais grandes cultures de BASF AG, puis celui des marques Gesal et Algoflash, il occupe la place de leader européen du marché de la potasse, n° 1 mondial du sulfate de magnésie et 2e mondial pour les ventes d'engrais. Il emploie actuellement 11 000 personnes pour un chiffre d'affaires 2002 de 2,3 Mds .

Solvay et K + S avaient créé la société commune Esco en 2001 pour intégrer les activités de production et de

distribution de sel qu'elles destinaient à des tiers, dans des applications telles que la consommation humaine, les aliments pour animaux, le déneigement ou l'adoucissement de l'eau.

Pour Solvay cette activité ne constituait qu'un complément à la production captive de sel destinée à l'électrolyse ou aux soudières qui représente 85 % de sa production totale et restera au sein du groupe. Par cette transaction Solvay se défait d'une activité qui ne représente que 1,5 % de son chiffre d'affaires.

(La Tribune : 06/02/2004)

Deshoulières se hisse au 1er rang de la porcelaine française

La société Financière Deshoulières qui contrôle le porcelainier Deshoulières SA, implanté à Chauvigny (Vienne) a pris le contrôle de l'usine de porcelaine de Limoges et du Dorat (PLD) et racheté la majorité des parts de l'usine d'assiettes Doralaine, toutes deux localisées au Dorat. Deshoulières SA est actuellement détenue par la banque d'affaires russe Nikoil, propriétaire de la prestigieuse manufacture de porcelaine Lomonosov installée à St-Petersbourg. Doralaine est spécialisée dans la fabrication d'assiettes blanches avec une production mensuelle de 1,2 millions d'assiettes, elle emploie 58 salariés pour un chiffre d'affaires 2003 de 7,3 millions d'euros. De son côté PLD, a réalisé des ventes de 2,5 M avec 49 salariés. Deshoulières SA qui commercialise ses produits sous les marques Yves Deshoulières et Apilco emploie 247 salariés pour un chiffre d'affaires 2001 de 15 M . Sa filiale porcelaine de Sologne emploie 150 salariés pour des ventes de 7,5 M .

L'ensemble nouvellement formé constituera un groupe de 500 salariés pour des ventes cumulées de 32 M et se hisse au premier rang de la porcelaine en France.

(Les Echos: 30/01/2004)

Saint-Gobain : développements en Chine (fibre de renforcement) et Roumanie (verre plat)

Saint-Gobain poursuit ses investissements dans les pays les plus dynamiques en terme de croissance : en Roumanie le groupe annonce un investissement de 100 M pour construire un nouveau float destiné à alimenter le marché roumain et le sud-est de l'Europe. La ligne aura une capacité de 600 t par jour soit une production annuelle d'environ 200 000 t et produira du verre destiné au secteur du bâtiment, son démarrage est prévu en 2006.

De son côté, la branche fibre de renforcement a signé le 18 février 2004 un accord avec la société chinoise HongFa Co pour la création d'une coentreprise baptisée Saint-Gobain Technical Fabrics HongFa détenue à 80 % par Saint-Gobain. La société est implantée à Changzhou, à l'ouest de Shangaï dans la province de Jiangsu, et fabrique des tissus en fibre de verre destinés aux secteurs des composites ou de la construction (pour un panorama de la fibre de renforcement voir écomine de janvier 2004).

(Boursorama: 20/02/2004 ; l'Usine Nouvelle : 19/02/2004; Boursier.com : 20 /02/2004)

Angola : Sud-Coréens et Japonais investissent dans le ciment

L'Angola, pays producteur de pétrole, suscite l'intérêt des investisseurs, notamment asiatiques. L'entreprise japonaise Jasan Corporation Ltd annonce un investissement de 50 M$ pour la construction d'une cimenterie à Kicombo dans la partie centrale de la province maritime de Kwanza Sul. Les travaux devraient démarrer au second semestre 2004. De son côté le coréen Samsung annonce lui aussi un projet de cimenterie près de la capitale du Kwanza Sul (Sumbe).

(Africa Mining Intelligence: 21/01-02/02/2004)

Silices de spécialités : nouveaux développements pour Degussa et Akzo Nobel

Eka chemicals filiale du chimiste suédois Akzo Nobel annonce la construction d'une usine de silice colloïdale au Brésil pour alimenter l'industrie de la pâte à papier. C'est la première implantation industrielle du chimiste sur le continent sud-américain, dans le secteur des « sols de silice ». La silice colloïdale ou sol de silice est une suspension stable dans l'eau, de particules quasi sphériques de 10 à 100 nm de diamètre, amorphes et non poreuses, obtenues par passage d'une solution de silicate de sodium sur des résines échangeuses de cations. Elle est utilisée dans le domaine de la pâte à papier comme surfactant pour la floculation, mais aussi, après coagulation, comme liant dans les réfractaires.

Dans le domaine des silices précipitées, la société allemande Degussa annonce prendre la majorité de la coentreprise qu'elle avait créé en Turquie avec le groupe Ege Kimiya AS, en novembre 2001. De 8 000 t initialement, la capacité de l'usine a été portée à 15 000 t. L'usine dessert les marchés de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

La silice précipitée est une silice amorphe synthétique obtenue par action d'un acide sur une solution de silicate de sodium dans des conditions de pH > 7. Elle est utilisée pour le renforcement des élastomères. Dans les pneumatiques, en association avec le noir de carbone, son utilisation permet de diminuer de 30 % la résistance au roulement et entraîne ainsi une diminution de la consommation de carburant, ce qui vaut à ces pneus le label de pneu « vert ».

(Industrial Minerals: février 2004, Eka chemicals)

Amiante: le Canada résiste toujours au bannissement du Chrysotile

La convention de Rotterdam dite PIC (Prior Informed Consent) signée dans le cadre des Nations-Unies impose aux exportateurs de substances répertoriées comme dangereuses d'obtenir l'accord préalable des pays destinataires. L'existence de cette liste rouge permet aux pays importateurs de bannir la substance sans encourir des procédures en appel devant l'OMC pour entrave au commerce. Dans le cas de l'amiante, toutes les variétés minéralogiques susceptibles d'être commercialisées ont été inclues dans cette liste par le comité gouvernemental ad hoc (Amosite, Actinolite, anthophyllite, tremolite), à l'exception d'une seule : le chrysotile.

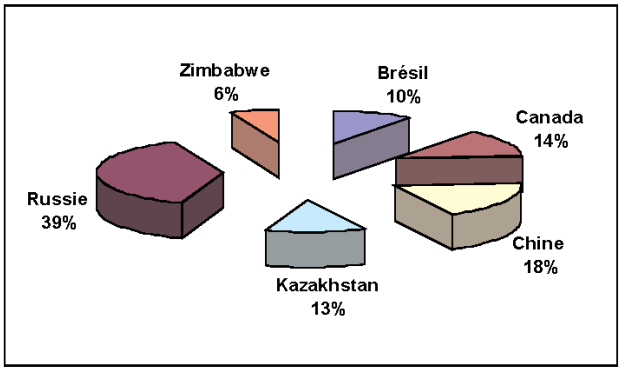
La décision d'intégrer le chrysotile a en effet été reportée au prochain comité intergouvernemental qui se réunira en

septembre 2004, suite à un lobbying des producteurs de ce minéral, avec comme chef de file le Canada. Celui-ci s'était déjà fait débouter dans la procédure qu'il avait intentée auprès de l'O.M.C. contre le bannissement de ses exportations au sein de l'U.E. Important producteur de chrysotile le Canada estime que les études épidémiologiques sont encore incomplètes pour pouvoir conclure.

Il semble cependant que toutes ces procédures ne fassent que retarder une issue inéluctable : le bannissement de tous les matériaux commercialisés sous le terme générique d'amiante.

Selon l'USGS, la production mondiale d'amiante a atteint en 2003 près de 2 Mt pour une production répartie entre six pays (voir fig. ci-après).

(Industrial Minerals: février 2004)



Répartition de la production mondiale d'amiante en 2003 (d'après l'USGS).

BSN Glasspack pourrait être racheté par l'américain Owens Illinois

CVC Capital Partners pourrait céder BSN Glasspack moins d'un an après avoir racheté la totalité du capital à Danone. Le verrier américain Owens Illinois a en effet annoncé l'ouverture de discussions afin d'acquérir le n° 2 du verre d'emballage en Europe. L'Américain serait prêt à débourser 1,16 Md en incluant une reprise de dette de 650 M pour renforcer ses positions sur le vieux continent. Avec 19 usines implantées en Europe BSN Glasspack a réalisé des ventes de 1,27 Md pour un résultat opérationnel de 201 M . La transaction permettra au groupe américain d'augmenter ses capacités de production de 38 %.

(L'Usine Nouvelle : 18/02/2004)

6. EAUX MINÉRALES

Arabie Saoudite : six usines de dessalement en projet

L'Arabie Saoudite envisage la construction de six nouvelles usines de dessalement pour un montant total de 5 Md . Ce nouvel investissement portera à 36 le nombre d'unités de dessalement en Arabie. La production de ces usines assurerait près de la moitié des approvisionnements du Royaume. Dans le domaine du dessalement, le CEA français annonce la mise au point d'un composite destiné à remplacer le métal dans des petites unités de dessalement utilisant la technique de la distillation par compression mécanique de vapeur. Cette technique permet de distiller l'eau en la portant à ébullition à pression atmosphérique. Le CEA destine ce procédé aux petites installations (25 m^3/jour) alimentant par exemple un hôtel, un hôpital rural ou un village. Avec une capacité de production de 100 l/h, l'unité pilote présente un prix de revient de 4 le m^3.

(Le Monde : 18/02/2004; Environnement Magazine : janvier-février 2004)

Eaux minérales : les nouveautés se bousculent dans les linéaires

Marché à la fois en croissance et assurant des marges confortables, le secteur des eaux minérales attire les convoitises des fabricants de « soft drinks » à la recherche de relais de croissance. Le marché français, avec 6,6 Md de cols commercialisés, et une progression, de 10,3 % pour l'eau plate et de 40 % pour les eaux aromatisées constitue une cible privilégiée pour les nouveaux entrants qui bénéficient d'un atout : leur force commerciale. Coca Cola a ainsi mis sur le marché, en janvier, son eau minérale Dasani, « rééquilibrée en calcium et magnésium » (la « juste minéralité »), de son côté, le groupe Castel, n° 3 du secteur en France devrait lancer son eau gazeuse fortement magnésienne Rozana en février tandis que Lipton filiale de Unilever Bestfoods annonce une eau aromatisée baptisée Lipton Aquaé. Face à ce déferlement marketing les distributeurs devront gérer au mieux pour optimiser l'occupation des linéaires déjà fortement encombrés…

(L'Usine Nouvelle : 12/02/2004)

7. RECYCLAGE

Déchets ménagers: cap sur la réduction à la source, mais sans contraintes

Dans le bilan qu'elle avait établi de la loi de 1992, Mme Bachelot, Ministre de l'Ecologie et du Développement durable avait considéré que la réduction à la source, un des piliers de la politique déchets en France et en Europe s'était avéré un véritable échec, chiffres à l'appui : 217 kg par habitant en 1975, 373 kg en 2000, un quasi doublement en 25 ans. Cette situation a entraîné une utilisation croissante des déchetteries qui, si rien n'est fait d'ici là, seront dans les prochaines années saturées dans 80 départements sur 100 d'après les services du Ministère. Dans ce contexte, le MEDD prévoit la mise en place d'un plan visant à stabiliser le volume de déchets produits chaque année d'ici à 2008, avec pour les administrations un plan de réduction de 5 % par an pendant 5 ans. Pas question pour l'instant, cependant, de légiférer, comme en Irlande, où une taxe de 15 centimes a frappé les sacs de caisse (de commerce) avec un résultat particulièrement efficace puisque 90 % des sacs plastiques ont été éliminés. Le plan tel qu'il est envisagé privilégiera l'engagement volontaire de la part des industriels, des ménages et des collectivités locales. Inciter, sensibiliser plutôt que sanctionner en sont les maîtres mots. Des actions sont déjà en cours dans deux domaines phares : les sacs de caisse et les publicités dans les boîtes aux lettres. Une charte de déontologie pourrait être prochainement signée avec le syndicat de la presse gratuite et la grande distribution pour que soit respecté l'autocollant stop pub apposé par le consommateur. Pour les sacs de caisse,

l'engagement de réduction de 20 % en trois ans proposé en novembre par la grande distribution est encore estimé insuffisant par le Ministère, mais pas question pour autant d'imiter les Irlandais. Le Ministère prévoit également une norme sur la durée de vie des produits : « ne pas jeter avant 10 ans ».

(Recyclage Récupération Magazine n° 6: 13/02/2004 ; La Tribune : 11/02/2004)

Ademe : des précisions sur la stratégie déchets

Alors que son budget global est en régression, l'Ademe portera ses efforts plus particulièrement sur deux secteurs : l'énergie et les déchets (voir Ecomine janvier 2004). En ce qui concerne la nouvelle stratégie dans le domaine des déchets, l'Ademe souhaite pour la période 2004-2006 s'adapter aux objectifs de la politique du MEDD qui prévoit davantage d'interventions financières "ciblées et resserrées", notamment dans le cadre de contractualisations avec les régions ou les départements. Parmi les thèmes susceptibles de bénéficier de ces soutiens, figurent :

• la prévention de la production de déchets ;

• la qualité et la maîtrise des impacts environnementaux.

Les subventions porteront davantage sur les aides à la décision et aux actions d'accompagnement (diagnostics, études, chargés de mission, communication…). Pour 2004, l'enveloppe dont disposera l'Ademe pour ces interventions s'élève à 70 M .

(Recyclage Récupération Magazine n° 4 : 30/01/2004 ; n° 5 06/02/2004)

Fermetures des décharges illégales d'ici fin 2004

Sous le coup d'une procédure pour infraction à la législation européenne, dont l'avis motivé a été notifié le 19 décembre par la Commission, Paris va prendre des mesures dans le domaine des décharges illégales. Mme Bachelot a d'ores et déjà demandé aux préfets de lui transmettre la liste de ces installations pour le 15 avril avec pour objectif une fermeture d'ici la fin 2004. Le problème est il est vrai loin d'être négligeable puisque 800 décharges communales reçoivent régulièrement des déchets alors qu'elles ne sont pas autorisées. A côté de ces installations devant être fermées, figurent plusieurs milliers de dépôts sauvages que les collectivités sont seulement invitées par Mme Bachelot à supprimer dans les meilleurs délais. D'autre part, dans le cadre du plan de modernisation de l'inspection des installations classées, Mme Bachelot a confirmé la volonté du Gouvernement de créer 400 postes supplémentaires sur la période 2004-2007, dont environ la moitié par redéploiement. L'inspection des installations classées regroupe en 2004 1 119 agents dont 868 inspecteurs.

(Le Moniteur : 23/02/2004 ; dépêche AFP : 23/02/2004)

Emissions de métaux lourds : ratification par 18 pays du traité de limitation dans le cadre des Nations-Unies

Dans le cadre d'un traité des Nations Unies destiné à protéger la qualité de l'air, le protocole concernant les métaux lourds a été ratifié par 18 pays[1]. Il est entré en vigueur le 29 décembre 2003. Cependant, si les Nations-Unies sont les maîtres d'ouvrages de ce traité, sa mise en œuvre relèvera de l'initiative de chaque pays signataire. Le contrôle sur les émissions de cadmium, plomb et mercure va donc être accru et suppose l'utilisation des « meilleurs techniques disponibles » par les industriels. Pour les pays de l'Est la mesure va nécessiter de lourds investissements alors que la grande majorité des industriels d'Europe occidentale ont d'ores et déjà procédé aux aménagements nécessaires. Ce traité pourrait conduire à la mise en place d'un marché des permis d'émission chez les métallurgistes, à l'image de ce qui se passe pour les GES (Gaz à effets de serre).

(Metal Bulletin : 26/01/2004)

Ferrailles : la hausse ouvre la voie à une période d'instabilité

Le marché européen des ferrailles est devenu structurellement exportateur depuis la fin des années 1990 en raison de la pression exercée par les importateurs turcs privés de leurs approvisionnements traditionnels en Europe de l'Est à la suite des mesures de limitation des exportations décrétées par ces pays, Russie et Ukraine en tête. Dans un contexte de progression de la production sidérurgique mondiale et de l'émergence de nouveaux consommateurs de ferraille comme l'Inde voire la Corée et la Chine, la pression sur l'offre engendre une progression des prix qui inquiète toute la filière. Cette inquiétude est d'autant plus forte que les perspectives de production d'acier et de fonte dans l'UE sont révisées à la hausse par Eurofer pour 2004 où l'on attend une progression des ventes de 2,9 %, alors qu'en 2003 la consommation d'acier avait globalement reculé de 0,4 %.

Au mois de février les ferrailles voyaient leur cours progresser entre 15 et 20 , les prix se négociant pour les qualités E3 au-dessus de 130 la tonne. Si les prix continuaient durablement à augmenter, de nombreux professionnels craignent une déstabilisation de la filière car les augmentations ne se retrouvent pas nécessairement dans les marges d'autant plus que les risques d'impayés pourraient se multiplier. Enfin, l'instabilité des prix pourrait encore être exacerbée par l'entrée en scène de spéculateurs….

(Metal Bulletin : 26/01/2004 ; Recyclage Récupération Magazine n° 4 : 30/01/2004 ; n° 5 : 13/02/2004)

[1] Allemagne, Autriche, Bulgarie, Canada, Tchèquie, Danemark, Finlande, France, Hollande, Luxembourg, Monaco, Norvège, Moldavie, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, USA et UE.

QUESTIONS MULTILATÉRALES

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

OMC : après le succès sur l'acier, le patronat européen enclin à la patience contre les Etats-Unis dans l'affaire des FSC

Nous avions vu (Ecomine d'octobre et de novembre 2003) que les surtaxes américaines sur l'acier importé n'étaient pas le seul sujet de discorde entre les Européens et les Américains. Outre plusieurs problèmes dans l'agroalimentaire, la question des « Foreign Sales Corporations » (FSC), considérées par les Européens comme des subventions déguisées, constituait un autre point de discorde majeur. Et comme pour l'acier, l'OMC donnait raison aux Européens en déclarant les FSC illégales et autorisant les Européens à appliquer, si elles n'étaient pas abrogées, des mesures de rétorsion pouvant atteindre jusqu'à 4 milliards de dollars en pénalités douanières. Les Américains pour leur part ont demandé une « période de transition » de 3 ans avant d'abroger ces mesures.

L'Union Européenne estime avoir déjà beaucoup patienté, mais il faut noter que le patronat européen d'abord, et le Commissaire Pascal Lamy ensuite, se montrent à présent beaucoup plus réservés dans leur ardeur à appliquer les sanctions que lorsqu'il s'agissait de la question de la mesure 201 sur l'acier.

Cette position pourrait paraître timide au premier abord, mais, comme nous l'avions déjà signalé, le contentieux Europe - Etats-Unis est vaste, et personne ne peut songer à rester inflexible sur tous les points.

(Les Echos : 16/02/2004 ; La Tribune : 20/02/2004)

Union Européenne : contestation devant l'OMC de la pratique américaine du « zeroing » pour calculer les taxes anti-dumping

L'Union Européenne reviendra à la charge devant l'OMC pour contester le mode de calcul américain des taxes anti-dumping, et en particulier l'application du « zeroing ». Ce zeroing consiste, lors des revues annuelles d'importateurs suspects surveillés par les services anti-dumping, à ne retenir que les marges « positives » (quand le prix d'un produit est inférieur à sa valeur « normale » au point d'être qualifiable de dumping) et ignorer purement et simplement les cas où sont au contraire observées des marges « négatives » (quand le prix d'un produit est supérieur à sa valeur normale).

Ainsi lorsqu'un importateur a agi dans un sens puis dans l'autre, cette pratique de mémoire sélective conduit à calculer et appliquer des taxes, clairement supérieures à ce qu'elles devraient être, et même à qualifier de dumping ce qui n'en est pas sur une période de temps conséquente.

(Metal Bulletin : 19/02/2004)

ACIER

Chine : mesures anti-dumping sur les aciers laminés à froid importés …

Le Ministère du Commerce de la Chine Populaire vient d'imposer des taxes exceptionnelles anti-dumping d'un niveau compris entre 6 et 55 % sur des produits d'aciers laminés à froid importés de la CEI (Russie, Ukraine, Kazakhstan), de la Corée du Sud et de Taiwan.

La mesure nouvelle entre en vigueur à partir du 14 janvier pour une période de 5 ans.

(Metal Bulletin : 19/01/2004)

… et levée de boucliers des fondeurs russes

Aucun exportateur industriel n'est satisfait par des mesures anti-dumping. Mais dans le cas des fondeurs russes de laminés à froid destinés à être exportés en Chine, il s'agit d'une levée de boucliers envers des mesures qu'ils considèrent disproportionnées. Il faut dire que MMK (Magnitogorsk Iron & Steel Works), le plus touché d'entre eux, s'est vu imposer des taxes d'un montant de 18 % sur des exportations représentant 50 % de sa production, un coup dur certain pour le sidérurgiste qui déclare qu'une confirmation de ces mesures pourrait le contraindre à fermer une usine employant 2 000 personnes et d'une capacité de 800 000 t/an.

MMK ainsi que d'autres fondeurs tels que NLMK et Severstal, moins touchés toutefois avec des taxes de 7 et 9 %, ont d'abord agi auprès du Gouvernement russe pour que ce dernier défende leurs intérêts. Mais ils ont aussi demandé à Taiwan et à la Corée du Sud, de porter réclamation à l'Organisation Internationale du Commerce (OMC), une instance internationale précieuse en de tels cas, mais que la Russie n'a pas encore intégré.

(Metal Bulletin : 19/01/2004)

Russie : abandon des taxes douanières et fixation de quotas pour les aciers galvanisés ukrainiens et kazakhs

La Russie continue sur le chemin de la libéralisation. Concernant les aciers galvanisés importés de l'Ukraine et du Kazakhstan, elle abandonne le principe des taxes douanières (24,5 % pour le premier pays et 36,9 % pour le second) pour se limiter à des quotas quantitatifs à ne pas dépasser. Ces derniers seront de 110 000 t/an ou 10 000 t/mois pour l(Ukraine et de 135 000 t/an ou 11 500 t/mois pour le Kazakhstan.

Le marché des galvanisés en Russie est très attractif, même pour des exportateurs car il existe une forte demande, alors même que les principaux sidérur-

gistes russes (MMK, NLMK et Severstal) projettent d'accroître leurs propres capacités de production. Le marché global est pour l'instant estimé à hauteur de 1,4 millions de tonnes par an, avec une production nationale russe de 1 million.

(Metal Bulletin : 02/02/2004)

AUTRES MÉTAUX

l'UE confirme les taxes anti-dumping sur le silicium métal russe

La Commission Européenne a recommandé l'adoption de taxes définitives sur le silicium en provenance de Russie pour les qualités dont la pureté est inférieure à 99,99 %. Ces taxes s'élèveront à 23,6 % sauf pour deux producteurs pour lesquels elles seront limitées à 22,7 %.Ces deux producteurs sont SKU LLC (SUAL-Kremny-Ural) et Zao-Kremny d'Irkutsk. Les importations de Si chinois sont également taxées à hauteur de 49 %.

(Metal Bulletin: 02/02/2004)

LES ÉTATS

AFRIQUE DU SUD

L'Agence Etatique IDC s'investit plus largement hors des frontières du pays

Pendant très longtemps l'Agence de développement industriel (Industrial Development Corporation), organisme d'Etat, s'est essentiellement consacrée à l'industrie nationale sud-africaine. Dorénavant, et notamment en accord avec les engagements pris vis à vis du NEPAD par le Président Thabo Mbeki, l'IDC investira fortement dans l'industrie minière africaine hors de ses frontières.

Les projets miniers de l'IDC devraient au total représenter 797 M$, soit 2/3 de son budget (hors Afrique du Sud). Cette enveloppe financière conséquente sera distribuée dans 16 projets répartis eux-mêmes dans 10 pays :

• plusieurs projets en Afrique de l'Ouest, dont un projet d'asphalte au Ghana, une raffinerie d'aluminium en Guinée et d'autres projets en Mauritanie et en Algérie ;

• le grand projet de cuivre-cobalt de Kolwesi (dirigé par American Mineral Field) en République Démocratique du Congo ;

• les projets diamant de Liqhobong et Letseng au Lesotho ;

• la fonderie d'aluminium de Mozal (25 % IDC), le projet de sables de plage de Moma et le gisement de charbon de Moatite au Mozambique ;

• des projets gemmes en Tanzanie (22,8 % de Africa Gem Resources qui exploite la tanzanite), ainsi qu'en Zambie, Namibie et Madagascar.

(Africa Mining Intelligence : N°77 du 21/01 au 02/02/2004)

BRÉSIL

Fermeture d'une mine d'or « historique »

La mine d'or de Mina Velha a fermé le 31 octobre 2003 après 278 années d'activité extractive qui ont permis de produire au total plus de 570 tonnes de métal précieux ! L'exploitation a commencé en 1725 à une échelle d'abord artisanale. Elle est montée progressivement en puissance, mais toujours exploitée « manuellement », et n'a été mécanisée qu'à partir des années 1990. La mine a atteint la profondeur de - 600 m et les conditions d'extraction y devenaient trop difficiles, entraînant une production annuelle trop limitée (1/2 t). Elle était en dernier la propriété de Morro Velho Anglo Gold.

Mina Velha était considérée comme la mine la plus ancienne du monde encore en activité.

On se souviendra à cette occasion d'une autre mine historique, celle de Kolar, dans le Centre-Sud de l'Inde, qui a fonctionné des années 1885 à 1997 en atteignant elle une profondeur de plus de - 3 000 m pour produire au total plus de 800 t d'or !

Mina Velha et Kolar font partie des gisements discordants situés en contexte de formations ferrifères de type itabiritique et d'age archéen.

(Mines et Carrières : Décembre 2003 ; Rapports BRGM)

CHINE

Consignes de modération

Le Vice-Premier Ministre Zeng Peiyan a invité à la prudence contre un excès d'investissement dans les domaines de l'acier, de l'aluminium et du ciment, trois secteurs de l'industrie minérale qui sont effectivement en très forte croissance. Il demande à ce que les nouveaux projets soient soumis à l'approbation du gouvernement central de Pékin afin que soient limités au maximum les risques de voir naître des surcapacités de production à la suite d'une surévaluation de la demande.

Le Vice-Ministre attire de plus l'attention sur trois domaines préoccupants : une forte consommation d'énergie, des émissions polluantes importantes et une faible productivité.

(Les Echos : 06 et 07/02/2004)

EUROPE

Reconduction probable de l'accord dit « de Washington » sur les ventes d'or par les banques centrales

Un accord, dit « de Washington », qui avait été signé en 1999, avait pour objet de régir les modalités de vente d'or par les banques centrales de quinze pays européens. L'accord est arrivé à échéance mais devrait être reconduit pour une durée analogue. Il pourrait toutefois être modifié par un relèvement du plafond du tonnage autorisé annuellement à la vente, passant de 400 tonnes à au moins 450 et peut-être même 500 tonnes.

Lorsqu'elles sont régulées par un accord, les ventes d'or peuvent être un facteur de stabilisation du marché de l'or. Il faut se souvenir que si la production d'or annuelle se situe aux alentours de 2 500 t, les stocks cumulés des banques centrales s'élèvent plus de 30 000 t. Les cinq principales banques centrales détentrices d'or sont dans l'ordre décroissant les banques américaines (8 137 t), allemande (3 469 t), française (3 204 t), italienne (2 452 t) et suisse (1 438 t).

(La Tribune : 20/01/2004)

FRANCE

Nouvel élan de coopération entre les services géologiques français (BRGM) et américains (USGS)

Le Président et le Directeur des Services Géologiques français et américains, Philippe Vesseron et Charles G. Groat, ont signé le 11 février un protocole d'accord dont l'objet est d'ouvrir une nouvelle

période de coopération scientifique et technique entre deux établissements de renom international qui, s'ils n'ont pas la même taille, sont chargés des mêmes missions de recherche et de développement dans leurs pays respectifs.

Outre les échanges d'informations, des recherches en commun ainsi que le développement de technologies innovantes seront menées par les deux organismes, plus particulièrement dans les domaines suivants :

• risques géologiques et industriels, ressources naturelles et environnement (surveillance, prévention des pollutions …) ;

• données géospatiales et systèmes d'information (gestion de l'information 3D, diffusion de l'information cartographique numérique) ;

• ressources en eau (surveillance en termes de quantité et de qualité) ;

• méthodes de recherche (géophysique : mesure « longue période » des mouvements de fluides dans la croûte terrestre, télédétection : pour visualiser les pollutions …) ;

• activités à l'international (connaissance des ressources, définition d'objectifs de coopération concertés)

L'USGS a un budget annuel d'environ 1 milliard de dollars et compte 10 000 salariés tandis que le BRGM a un budget de 74,7 millions d'euros et emploie 855 salariés.

(Communiqué de presse BRGM du 12/02/2004)

GABON

Des Américains pourraient prendre le relais de Comilog sur un projet d'usine

Comilog, filiale d'Eramet avait depuis 3 ans un projet de construction d'une usine supplémentaire sur le complexe industriel de Moanda, voisin du grand gisement de manganèse gabonais. Eramet pour sa part vient juste de fermer son usine de ferro-manganèse en France. Or il existe un projet américain de construction d'une usine à Franceville, et ce projet vient d'être officiellement présenté aux Gabonais par l'Ambassadeur américain. Deux consultants candidats préparent des projets d'étude de faisabilité de l'usine, étude qui sera financée par l'Agence américaine « US Trade Development Agency ».

(Africa Mining Intelligence : n° 77 du 21/01 au 02/02/2004)

LYBIE

Avec une reconnaissance internationale retrouvée, la Lybie relance ses investissements en Afrique

La nouvelle Lybie, réhabilitée et libérée des embargos, fait son grand retour - officiel - en Afrique en tant qu'investisseur minier. Son bras à l'étranger est constitué par la LAAICO, une filiale de la Compagnie arabe lybienne d'investissement à l'étranger (LAFICO).

Les principaux secteurs d'investissements lybiens en Afrique sont les suivants :

• en République Démocratique du Congo, sur les diamants de la zone de Mbuji-Mayi (Est du Kasaï), à travers l'acquisition de 20 % de la Sengamines (elle-même contrôlée par Oryx Natural Resources ;

• en République Centrafricaine (où les diamants constituent la principale ressource minière) où la LAAICO a fondé la Compagnie Centrafricaine des Mines ;

• en Guinée où LAAICO détient une participation de 8,5 % dans la Société Guinéenne Mifergui-Nimba (Fer des gisements des Monts Nimba) ;

• au Ghana où LAAICO possède un modeste 1,5 % d'Ashanti Goldfiefs.

Parmi les plans futurs de la puissante agence LAFICO, on relève aussi un souhait d'investissement dans le tantale, la silice et le manganèse.

(Africa Mining Intelligence : n° 77 du 21/01 au 02/02/2004)

PHILIPPINES

Bras de fer national entre promoteurs du potentiel minéral et groupes indigènes et écologistes

Un vaste débat national s'est ouvert aux Philippines entre les partisans d'un développement du potentiel minéral du pays avec ouverture aux investisseurs étrangers d'une part et les partisans à tout crin d'une souveraineté nationale très stricte empêchant les compagnies étrangères de contrôler ou diriger des opérations minières dans le pays d'autre part.

Le débat a été lancé par un jugement rendu par la Cour Suprême des Philippines qui a considéré que le « FTAA » qui avait été accordé antérieurement à WMC Resources (puis transféré à Sagittarius) était « inconstitutionnel », et donc nul et non avenu.

Cet arrêt remet d'abord en cause le FTAA (Financial & Technical Assistance Agreements), une disposition introduite dans la législation minière du pays en 1995, qui assure à un investisseur minier potentiel (1) un appui financier ou technique du gouvernement pour l'exploration, puis le développement, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales, et (2) un aménagement fiscal à l'opérateur qui développe un sujet minier, et (3) l'autorise, s'il est étranger, à être majoritaire et ainsi contrôler des projets miniers.

Ce sont des groupes indigènes et écologistes qui ont convaincu la Cour Suprême de déclarer inconstitutionnelle cette disposition, arguant que le long passé historique colonial du pays, associé à un pillage des ressources naturelles du pays, ne pouvait pas être oublié et qu'il ne pouvait ainsi pas être question d'autoriser des compagnies étrangères à contrôler ou diriger des opérations minières aux Philippines.

Cette décision a jeté une vive inquiétude dans la communauté minière internationale, chez les investisseurs attirés par le fort potentiel minier des Philippines, en premier lieu bien sûr chez ceux qui y sont déjà engagés : les Australiens WMC, Climax Resources, Lafayette Mining, le Canadien MBMI Resources …

Par leur positionnement géologique, l'archipel des Philippines présente un fort potentiel en gisements de type porphyry (cuivre-or) et de type épithermal (or-argent), et en gisements associés aux altérites développées sur les massifs de roches ultrabasiques (nickel, cobalt).

Plusieurs projets de premier plan existent, dont celui du porphyry de Tampakan (ressource de 2,5 milliards de tonnes de minerai à cuivre et or), le projet cuivre-or de Dinkidi, le projet or de Masbate et le projet nickel de Palawan.

Une affaire importante à suivre, car les difficultés ne manquaient déjà pas dans l'archipel (problèmes de sécurité localement)pour faire avancer les projets. Les conflits d'intérêt entre pouvoir politico-économique et pouvoir judiciaire ne sont pas rares dans les démocraties et peuvent trouver leur solution.

(Metal Bulletin : 09/02/2004))

POLOGNE

Un nouveau pas en avant dans l'environnement avec l'appui d'une entreprise française

La première décharge « écologique », répondant aux normes d'environnement de l'Union Européenne a été inaugurée le 26 janvier à Balin dans le sud du pays, en présence du Ministre polonais de l'Environnement.

Cette réalisation est l'œuvre d'Onyx, branche du groupe Veolia Environnement et propriétaire majoritaire (52 %) de la société polonaise Zgok en charge des déchets Balin (agglomération située entre Cracovie et Katowice. Elle a nécessité un investissement de 3 millions d'euros environ et dispose d'une capacité de 100 000 t/an. Une deuxième étape de projet doit mettre en place une unité de recyclage et valorisation des déchets.

Onyx a d'autres projets en Pologne et est par ailleurs présent dans 36 pays par le biais de 430 sociétés locales.

(AFP Sciences du 29/01/2004 ; Recyclage Récupération Magazine : 06/02/2004)

RUSSIE

Une économie dynamique mais quelques inquiétudes à l'aube de l'élargissement prochain de l'Union Européenne

Le redressement de la Russie se poursuit à bonne allure sous la férule du Président Poutine. La croissance se maintient bien, avec + 7,3 % en 2003, et la dette externe est passée de près de 100 % du PIB en 1999 à tout juste 40 % à fin 32003. Rassurés et encouragés, les investissements directs étrangers ont véritablement décollé en 2003 (+ 70 %) pour atteindre le montant de 6,8 milliards de dollars. Mais ces derniers devraient encore pouvoir progresser puisqu'ils ne représentent encore que 1,5 % du PIB du pays alors qu'ils se montent à 3 - 4 % du PIB dans la plupart des pays de l'Est de l'Europe.

Les ressources naturelles du pays concourent largement à cette situation. Le pétrole et le gaz naturel arrivent largement en tête, mais on trouve aussi les métaux de base et les métaux précieux. Toutefois, pour les ressources naturelles, comme pour d'autres productions par ailleurs, deux préoccupations fortes ressortent :

• stopper la « dilapidation des ressources naturelles du pays », en procédant désormais, comme le souligne le président russe, à des privatisations rigoureuses et exemptes de tout reproche, à l'opposé de celles des années 90 ;

• limiter à son minimum l'impact - estimé négatif - sur l'économie russe de l'élargissement de l'Union Européenne, avec l'admission prochaine des 10 nouveaux candidats.

La Russie est à présent, avec 78 Md , le cinquième partenaire commercial de l'Union Européenne à quinze, laquelle absorbet entre autres 53 % et 64 % du pétrole et du gaz russe.

Après l'élargissement, les échanges devraient grimper à 97 Md , mais dans des conditions très différentes car il faudra abandonner les habitudes prises avec les anciens membres du « Bloc de l'Est » pour en établir de nouvelles avec des états pleinement souverains et dans un cadre strict d'économie de marché. D'un autre côté, comme le souligne la Commission Européenne, de nouvelles perspectives, avec l'abaissement des tarifs douaniers de 9 à 4 %, pourraient permettre à la Russie de retirer un bénéfice supplémentaire estimé à 300 M /an. Une analyse réfutée par le Vice-Ministre du Développement économique russe qui pense au contraire que son pays pourrait perdre 150 M$/an, en raison entre autres des mesures anti-dumping adoptées par l'UE.

C'est d'ailleurs sur ce dernier point une occasion pour la Russie de regretter de ne pas pouvoir compter encore sur les possibilités de contestation offertes par l'OMC - dont elle n'est pas encore membre -. Les analystes estiment peu probable une admission de la Russie à l'OMC avant 2006.

(La Tribune : 13 et 20/02/2004 ; Le Figaro : 18/02/2004)

VÉNÉZUÉLA

Une dévaluation salutaire ?

Le Venezuela a dévalué sa monnaie de 17 % le 09 février; il faudra désormais 1,920 bolivar pour acheter un dollar contre 1,598 auparavant. Le pays connaissait depuis plus d'une année des difficultés économiques sociales et politiques. Le Gouvernement attend de cette décision une bouffée d'oxygène, mais c'est aussi un geste envers les industriels du pays, et plus indirectement en direction des investisseurs potentiels.

Le Venezuela est un producteur pétrolier d'importance (il compte d'ailleurs pour 40 % des revenus du pays), mais possède d'autres ressources minérales : or, diamant et surtout bauxite. Les gisements de bauxite, estimés par Rusal à plus de 200 Mt, suscitent l'intérêt du géant russe de l'aluminium. Le Vice-Premier Ministre russe, en visite à Caracas, devait discuter d'un engagement potentiel de Rusal - et d'autres compagnies russes - dans le pays.

(La Tribune : 10/02/2004)

LES ENTREPRISES

ABB

Sur la voie d'un redressement spectaculaire ?

Le groupe hélvético-suédois revient de loin. Après avoir frôlé la faillite à la fin de 2001, il a quelque peu redressé la barre en 2002 et 2003, en « limitant » ses pertes à 783 puis 767 M$.

Le PDG Jürgen Dormann se montre optimiste pour 2004, promettant même un retour aux bénéfices, pour autant que les cessions d'actifs projetées par le groupe dans le cadre de son plan de redressement se concrétisent dans les délais envisagés. Car les mauvais résultats sont encore venus des divisions dont le groupe entend se séparer (pétrole, gaz et chimie en particulier) qui ont ainsi généré 853 M$ de perte en 2003. Dans les autres domaines d'activité en revanche, les commandes ont globalement progressé de 8 %, portant le chiffre d'affaires à 18,7 milliards de dollars, avec, en particulier, un décollage des activités « automation » qui, progressant de 17 % ont compté pour 9,89 Md$. Enfin, ABB avait dû encore provisionner 145 M$ pour son « risque amiante », une opération qui ne devrait plus être renouvelée en 2004.

Le plan de restructuration d'ABB se poursuit donc, avec un objectif de réduction des coûts qui a été très largement dépassé avec une performance de - 655 M$. Les effectifs sont passés de 139 000 à 116 500 employés; et le résultat d'exploitation, à 656 M$, a progressé de 90 % ! Une évolution qui, effectivement, incite à l'optimisme. Quant aux investisseurs, ils ont soutenu ABB depuis la fin 2002, et si l'action ABB s'était effondrée de plus de 14 (fin 2001) à moins de 2 (fin 2002), elle s'est bien reprise par la suite pour remonter pendant 2003 et atteindre près de 8 au 20 février.

(Le Figaro : 20/02/2004; La Tribune : 20/02/2004)

ANGLO PLATINUM

Une année pénalisée par la hausse du rand

Le producteur de platine N° 1 mondial annonce des résultats annuels plus que médiocres puisque son bénéfice a chuté de plus de 60 % en passant de 5,74 milliards de rands en 2002 à 2,09 milliards en 2003. Ce résultat était attendu, car en grande partie explicable par la hausse plus ou moins continue du rand sud-africain par rapport au dollar, avec un différentiel qui a atteint 28 % sur l'ensemble de 2003. Malgré une production annuelle (2,31 millions d'onces) pourtant en légère hausse (+ 2,6 %), Angloplat n'a donc pas pu tirer parti d'une prix du platine pourtant parti à la hausse (+ 40 %) en 2003. Les investisseurs, qui avaient pourtant en 2003 fait remonter l'action Angloplat de 20 000 à 30 000 rands pour la porter un moment en début 2004 à plus de 35 000, l'ont maintenant ramenée au niveau de 30 000.

(La Tribune : 17/02/2004))

ARCELOR

Bilan 2003 satisfaisant et optimisme pour 2004

Le second exercice du géant européen et N° 1 mondial de l'acier est globalement satisfaisant : il sort du rouge et renoue avec les bénéfices, il progresse dans sa consolidation et la mise en œuvre des synergies, il diminue considérablement son endettement.

Le chiffre d'affaires 2003 se monte à 25,923 milliards d'euros, à peine moins que les 26,594 enregistrés l'an dernier, mais le résultat brut opérationnel, à 2,228 Md , est en nette progression par rapport aux 1,978 enregistrés en 2002. Le résultat net part du groupe est un bénéfice de 257 M contre une perte de 125 M en 2002. L'investisseur est rassuré, avec un résultat net par action de 0,54 □ contre - 0,25 en 2002. Une action qui a démarré à un peu plus de 12 il y a presque 2 ans pour descendre aux alentours de 8 en fin 2002 et remonter aux environs de 14 en février 2004.

Les fonds propres d'Arcelor s'élèvent à 8,139 Md□, soit un peu plus que les 8,020 disponibles l'an dernier à même époque, tandis que l'endettement du groupe s'est très fortement réduit, passant de 5,993 Md□ précédemment à 4,464 aujourd'hui, entraînant une amélioration du ratio endettement financier/ fonds propres qui passe de 0,75 à 0,55.

L'ensemble de ces résultats incite la direction du groupe à se montrer optimiste pour 2004. La demande devrait rester forte, et avec des niveaux de vente satisfaisants, d'autant plus qu'Arcelor a choisi de rester ferme sur ses prix (+ 8 % à compter d'avril prochain), quitte à céder des parts de marché. Quant à l'érosion du dollar, elle n'est pas une préoccupation majeure d'Arcelor qui réalise plus de 75 % de son chiffre d'affaire en Europe, tandis qu'il effectue ses achats en dollars.

Le groupe entend continuer à se développer en Europe, en mettant l'accent sur l'Europe Orientale, mais il compte aussi se renforcer en Chine, théâtre et enjeu économique mondial majeur. Arcelor n'oublie pas non plus l'Amérique Latine où il veut accélérer son implantation, au Brésil et en Argentine en particulier.

Par ailleurs, Arcelor est en phase de restructuration de sa filière aciers inoxydables, un sujet de préoccupation pour le groupe en 2003, car pénalisé par la montée des cours du nickel et faisant l'objet d'une concurrence féroce à l'international, mais comptant tout de même pour 13,2 % (24,6 Md) de son chiffre d'affaires. Arcelor se sépare d'un foyer de pertes en vendant l'américain J & L (250 000 t/an et 17 % du marché américain, mais 20 M$ de pertes en 2003), pourrait également céder le thaïlandais Thainox, mais devrait en contrepartie

concentrer ses productions en Europe et au Brésil.

(La Tribune : 18 et 19/02/2004 ; Les Echos : 18 et 19/02/2004 ; Le Figaro : 20/02/2004)

CIMENTS FRANCAIS

Des résultats mitigés, mais sur la bonne voie

Ciments Français, la filiale française de l'Italien Italcimenti, a publié des résultats peu contrastés avec ceux de l'exercice précédant, mais a pu faire chuter considérablement son endettement.

Le chiffre d'affaires 2003 s'élève à 2,899 milliards d'euros, en très léger repli par rapport aux 2,930 de l'an dernier. Le résultat d'exploitation recule de même à peine, à 528,6 M contre 560,1 en 2002. Le résultat net part de groupe en revanche progresse clairement (+ 16,7 %), à 243 M en 2003, contre 208,1 M en 2002. L'endettement du groupe a pu par contre reculer de 330 M .

Ciments Français compte poursuivre ses efforts en Turquie, où la situation générale paraît plutôt s'améliore, ainsi qu'en Egypte et en Inde du Sud. La tendance semble bien orientée aux Etats-Unis, mais le groupe n'y attend pas de progression majeure.

(Les Echos : 17/02/2004 ; La Tribune : 17/02/2004)

CFF RECYCLING

Des résultats brillants

CFF Recycling a réalisé un bénéfice net de 19 millions d'euros sur son exercice 2003, avec une progression de 36 % par rapport aux 14 M obtenus en 2002. Le chiffre d'affaires, à 1,114 milliard d'euros, s'est lui aussi inscrit en hausse de 11 % par rapport aux 1,007 Md de 2002. Enfin, le résultat opérationnel, de 42 M progresse de 17 % par rapport aux 36 de l'an dernier.

Le flux de trésorerie, près investissement, est de 34 M (en hausse de 70 %) et l'endettement financier est de 1,5 fois la capacité d'autofinancement, se montant pour sa part à 63 M .

(Mines et Carrières : Décembre 2003)

DANONE

Des résultats plus que respectables, et pas trop d'inquiétudes pour l'avenir

Danone publie des résultats plus qu'honorables, mais jugés un peu pâles par des analystes sans doute trop habitués aux performances du géant agroalimentaire français également actif dans le domaine des eaux. Le chiffre d'affaires 2003 s'élève à 13,131 milliards d'euros, enregistrant une hausse de 7,2 % par rapport à l'année 2002. Le résultat opérationnel est de 1 604 Md , en légère progression par rapport aux 1,59 de 2002, et la marge opérationnelle ressort à 12,2 %, soit un peu mieux que les 11,7 de 2002. Enfin le bénéfice net se monte à 839 M , en retrait par rapport aux 1 283 M de 2002. Néanmoins, le bénéfice net par action a progressé de 5,6 % pour atteindre 6,45 (au 11/02).

Ces résultats sont en fait supérieurs aux objectifs que s'était fixé le groupe et la Direction de Danone est donc confiante pour l'avenir. Même la perspective de devoir affronter Coca-Cola sur le marché français de l'eau ne paraît nullement inquiéter Frank Riboud qui remarque, avec ironie mais non sans raison, que « le fabricant de sodas devra expliquer au consommateur qu'il faut aussi boire de l'eau … ».

(La Tribune : 12/02/2004)

FOCAST

Deux repreneurs potentiels pour la fonderie en faillite

L'administration judiciaire en charge du dossier de la fonderie de Focast basée à Châteaubriant (44)a reçu deux projets de reprise émanant de deux repreneurs potentiels.

• Le premier vient d'un groupement associant l'ancien directeur du site et plusieurs anciens dirigeants de la Société Focast ainsi que le fonds d'investissement Geen Recovery. Il prévoit de recentrer l'activité sur les seules grosses pièces dans le domaine de la motorisation industrielle, en ne gardant que 76 des 180 salariés.

• Le second vient de Pebeco, une autre société de fonderie installée à Port-Brillet (53) qui réalise un chiffre d'affaires de 9,2 M avec 150 employés, d'un gabarit ainsi similaire à celui de Focast. Le projet de Pebeco prévoit également de ne consacrer l'unité de Châteaubriant qu'à la seule production de grosses pièces.

(L'Usine Nouvelle : news du 13/02/2004)

VALEO

Une bonne année mais un avenir incertain

L'équipementier automobile français a bien terminé l'année avec un dernier trimestre lui permettant d'atteindre au final un résultat net de 181 M traduisant une progression de 34 % par rapport à 2002. Par contre le chiffre d'affaire de 2003, à 9,234 Md est en baisse de 6 % par rapport aux 9,803 de 2002, et le résultat d'exploitation, à 465 M , est lui en régression de 4,5 % par rapport à l'an dernier. Deux facteurs contraires ont joué en 2002 : le rapport de change dollar/euro, et un fléchissement de 13 % de l'activité en Amérique du Nord.

L'avenir est relativement incertain. Valeo anticipe une stagnation du marché automobile en Europe et en Amérique du Nord, une analyse partagée par beaucoup. En revanche, la Chine devrait commencer à être terrain à gros enjeux pour les équipementiers de l'automobile, et la tendance à la délocalisation (déjà 41 % des usines aujourd'hui) ne devrait pas s'infléchir.

(La Tribune : 12/02/2004)

VOEST ALPINE

Une année fiscale en passe d'être brillante

Le groupe sidérurgique autrichien se porte de mieux en mieux : sur les neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2003-2004 il a triplé son bénéfice net, le faisant passer de 36 M (2002) à 106,8 M .

(La Tribune : 13/02/2004)

WIENERBERGER

Wienerberger : l'absorption du belge Koramic gonfle les résultats

Le groupe autrichien de matériaux de construction Wienerberger a annoncé pour 2003 un résultat avant

intérêts et taxes en augmentation de 25 % à 190,2 M , pour un chiffre d'affaires en progression de 10 % à 1,826 Mds . Cette progression coïncide avec l'intégration de la branche toiture du belge Koramic (Koramic Roofing) rachétée en 2003. La société a également bénéficié de la bonne tenue du marché de la construction dans les pays de l'Europe de l'Est où elle est traditionnellement implantée. Wienerberger est le leader européen de la brique terre cuite.

(boursorama : 13/02/2004)

CARNET

Alcan

Jean-Paul Jacamon et Yves Mansion ont été nommés Directeurs au Conseil d'Administration d'Alcan. Tous deux occupaient déjà des postes de responsabilité chez Pechiney avant l'absorption de ce dernier par Alcan à la fin 2004.

Par ailleurs, Gabriel de Sainte Marie, qui était auparavant directeur du commerce international chez Pechiney, intègrera le « Global Finance Group » d'Alcan qui est dirigé par Geoffrey Merszei.

(Metal Bulletin : 26/01/2004 ; Mining Journal : 20/02/2004)

Areva

Christian Gobert a été nommé Conseiller auprès de la Présidente du Directoire. Polytechnicien et Ingénieur Général du Corps des Mines, il était jusqu'alors directeur général adjoint de Cogema.

Philippe Vivien a été nommé Directeur des Ressources Humaines du groupe Areva. Il succède à Pierre Courtois qui est pour sa part nommé Directeur du Développement des cadres dirigeants et reste membre du Comité Exécutif du groupe.

(La Tribune : 03/02/2004)

Basic Element

Le docteur Gulzhan Moldazhanova a été nommée Directeur de la branche aluminium. Elle occupait jusqu'alors les fonctions de directeur de la stratégie et du développement chez Rusal, le géant russe de l'aluminium, où elle gardera un siège au conseil d'administration. Rappelons que Basic Element est le principal actionnaire de Rusal.

(Metal Bulletin : 02/02/2004 ; Mining Journal : 06/02/2004)

BHP Billiton

Le Dr Vincent Maphai a été nommé Président de la filiale BHP Billiton South Africa. Il était jusqu'à présent directeur d'un important groupement de brasseries de Johannesburg. Cette nomination est aussi un signal fort de l'adhésion de BHP Billiton à la politique du « Black Empowerment » en Afrique du Sud.

(Metal Bulletin : 26/01/2004 ; Mining Journal : 23/02/2004)

BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)

Michel Bouilleau a été nommé Directeur des Ressources Humaines, en remplacement de Jacky Clisson. Diplômé de l'INSA de Lyon, titulaire d'un Doctorat de troisième cycle en sciences de l'eau et d'un DESS en stratégie et ingénierie en formation d'adultes, il était auparavant directeur adjoint. Rappelons que le BRGM compte 850 salariés, dont plus de 600 ingénieurs et techniciens, répartis sur son centre principal à Orléans et dans 29 implantations régionales en France métropolitaine et Outre-Mer.

Par ailleurs Michel Leclercq a été nommé Directeur du Service Géologique régional du BRGM-Bretagne.

(Les Echos : 09/02/2004 ; Entreprise & Carrières : 10/02/2004 ; Communiqués de presse BRGM des 09 et 10/02/2004)

Dynatec Corporation

Philippe Monier a été nommé Vice-Président et Directeur Financier de Dynatec. Diplômé d'Ecoles de Commerce en France et en Angleterre, Philippe Monier est un ancien directeur financier de BHP Billiton (branche métaux de base). Dynatec est producteur de nickel et autres métaux au Canada et a une option sur un grand projet nickel à Madagascar (projet AMI 73).

(Africa Mining Intelligence : n° 78 du 04 au 17/02/2004)

Eurométaux

Thomas Leysen a été nommé Président d'Eurométaux, une nomination devenue nécessaire après le départ de Jean-Pierre Rodier. Thomas Leysen est directeur général d'Umicore et président d'Algoria, fédération belge des industries métallurgiques.

(Fédération des métaux : bulletin du 05/02/2004)

Golden Star Resources

Ian MacGregor a été nommé Directeur Général de la société en remplacement de Bob Stone, parti en retraite. La société américaine Golden Star Resources est très active en Afrique de l'Ouest et manage en particulier la mine d'or de Bogoso-Prestea au Ghana où des investissements de réhabilitation (d'une partie souterraine de l'exploitation) sont attendus.

(Africa Mining Intelligence n° 78 du 04 au 17/02/2004)

Imerys

Manuel Deleers a été nommé Directeur de l'Audit Interne au sein du groupe français spécialiste des roches et minéraux industriels. Il vient du groupe Alliance Unichem, un distributeur de produits pharmaceutiques, où il occupait les mêmes fonctions.

(La Tribune : 02/02/2004)

Ministère des Mines (Zimbabwe)

Amos Midzi a été nommé Ministre des Mines après un remaniement ministériel. Il remplace à ce poste Edward Chindori-Chininga.

(Africa Mining Intelligence : n° 79 du 18/02 au 02/03/2004)

Norilsk Nickel MMC

Victor Tomenko a été nommé Président de la division polaire de MMC Norilsk Nickel où il occupait le poste de vice-président. Il avait également, au sein du groupe Norilsk, occupé les fonctions de directeur financier adjoint de Norilsk Mining Co.

(Mining Journal : 06/02/2004)

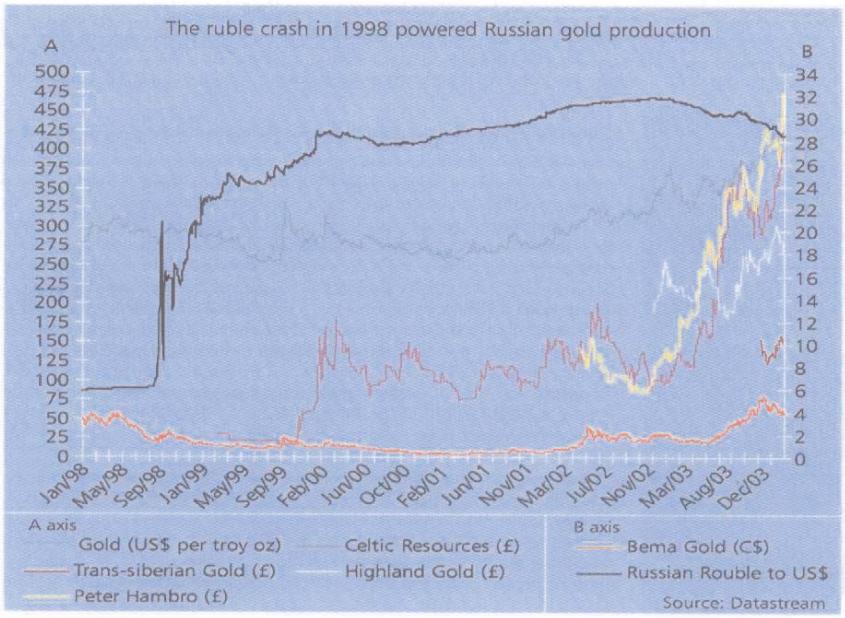
ECO-NOTE

Russie : forte reprise de la production d'or sur fond de consolidation du secteur minier

(N. Stolojan, BRGM)

La production d'or de la Russie s'est redressée de façon spectaculaire depuis 1999, lorsque le pays était tombé au huitième rang mondial, pour remonter en 2002, avec une production de 185 tonnes, au cinquième rang mondial, derrière l'Afrique du sud (395 t), les Etats-Unis (299 t), l'Australie (264 t) et la Chine (202 t), mais devant le Canada (150 t), l'Indonésie (175 t) et le Pérou (134 t).

Après l'effondrement de l'Union Soviétique au début des années 90, le secteur minier s'est rapidement retrouvé dans une situation catastrophique : baisse rapide puis disparition des budgets d'exploration minière, privatisations « sauvages » et peu transparentes des entreprises minières, lois minières obsolètes, fiscalité étouffante et inadaptée, sous-investissement par les nouveaux propriétaires privés, …causes qui expliquent la dégradation rapide du niveau de la production jusqu'en 1998-1999. Mais alors que l'effondrement du rouble par rapport au dollar (de 5-6 à environ 30 roubles/dollar) et la situation de cessation de payements de la Russie à l'automne 98 allaient provoquer une crise financière mondiale, les mineurs russes allaient en profiter fortement puisque leurs ventes de métaux (en particulier, d'or), exprimées en dollars, se traduiront après la dévaluation par une recette environ cinq fois supérieure exprimée en roubles. La dévaluation du rouble, à laquelle s'ajoute la libéralisation du régime de l'exportation de l'or (possible directement pour les grandes sociétés ou par l'intermédiaire de banques possédant une licence d'exportation) et la mise en place de nouveaux mécanismes de financements privés en faveur des mineurs d'or russes expliquent la reprise observée actuellement dans le secteur ainsi que l'intérêt croissant des sociétés minières occidentales pour la Russie. La figure suivante présente le cours récent des actions de ces sociétés, dont la majorité (Highland Gold, Peter Hambro, Celtic Resources, Trans-Siberian Gold) sont cotées sur le nouveau marché de Londres (AIM- Alternative Investment Market), les autres (Bema Gold, Buryatzoloto, Kinross) au Canada ou ailleurs. Sont présentés également sur le graphe, le cours du rouble (en noir, axe B, à droite) et de l'or (en vert, axe A, à gauche).



Graphe 1 - Évolution comparée du rouble, du prix de l'or et de la valeur des actions des principales sociétés aurifères.

• **Highland Gold** est côtée à l'AIM (voir graphique précédent - courbe en blanc). Barrick Gold vient d'y acquérir 17 % du capital. La société a produit en 2002, 178 000 oz d'or (environ 6 tonnes) et prévoit d'en produire près de 200 000 en 2003, à partir de la mine de Mnogovershinnoye (MNV) , située au Nord de Khabarovsk dans l'Extrême-Orient de la Sibérie russe (voir carte suivante). Ce gisement a une ressource de 8 Mt à 9 g/t d'or environ. La société contrôle également les 3 gisements de Darasun - région de Chita, voir carte (ressource de 9,5 Mt à 10 g/t Au) dont l'exploitation pourrait démarrer en 2004, ainsi que le gisement polymétallique à or de Novoshirokinskoye et surtout le grand gisement de Mayskoe, dans la péninsule de Chukotka (extrême NE voir carte). Ce dernier représente une ressource de 24 Mt à environ 11 g/t d'or, soit environ 138 tonnes d'or contenu mais il s'agit essentiellement d'or réfractaire présent dans la pyrite et l'arsénopyrite, qui demande donc de gros investissements pour le traitement minéralurgique.

• **Peter Hambro**, est l'une des sociétés minières occidentales les plus anciennement implantées en Russie, puisque la société produit depuis 1999. En 2003, la société a produit 4,4 tonnes d'or (140 000 oz), soit le double de 2002. Le principal gisement

exploité est Pokrovskoye, dans la région de l'Amur (voir figure 1), dont les réserves sont de 1,7 Moz dans l'emprise du ciel-ouvert actuel, plus 1,3 Moz dans son voisinage. La société explore le prospect voisin de Pioneer où les ressources d'or sont importantes (on cite le chiffre de 9 Moz) et à haute teneur. Pokrovskoye a produit 120 000 oz en 2003, le reste de la production provenant d'une joint-venture appelée Omchak mise en place avec Susumanzoloto (3ème producteur d'or primaire russe en 2002 avec 5,8 t.) et la petite société minière de Shkolnoe, dans la région de Magadan. Peter Hambro, dont les cours ont rebondi de façon spectaculaire en 2003 sur l'AIM (voir graphe 1, courbe en jaune) est en pleine expansion, grâce à de nouvelles acquisitions.

• **Celtic Resources** est une société irlandaise, listée au AIM, et dont la croissance des cours a également été spectaculaire en 2003 (voir graphe 1, courbe en violet). Celtic a produit en 2003 environ 2 tonnes d'or à partir de mines d'or au Kazakhstan et, surtout, contrôle 50 % de SVMC (South Verkhoyansk Mining Company), qui détient les droits sur le gisement géant de Nezhdaninskoe (voir figure 1). Celtic est en négociations avancées pour obtenir 100 % des droits sur ce gisement, contre une prise de contrôle de 23 % de son capital par la société d'état de Yakoutie, IG Alrosa. Nezhdaninskoe, la « montagne d'or » est un gisement légendaire, découvert pour la première fois au 18e siècle, puis redécouvert deux siècles plus tard. Il est réputé contenir une ressource géologique de plus de 900 tonnes d'or répartie dans 117 corps minéralisés, ce qui en faisait le troisième gisement de l'ancienne Union Soviétique (après Muruntau, situé maintenant en Ouzbekistan et Sukhoi Log, voir ci-après). Un recalcul des réserves au standards IMM, effectué pour Celtic à partir seulement de 18 corps minéralisés, a montré des réserves prouvées/probables de 38 Mt à 5,3 g/t, soit 6,4 Moz. La mine est déjà largement équipée en surface et en souterrain et a été mise en production sporadique (problèmes de traitement du minerai) depuis 1975. Sa remise en route progressive par Celtic permettrait à cette société de prendre place parmi les majors du secteur aurifère.

• **Trans-Siberian Gold** est un nouveau venu dans le secteur en Russie. Depuis décembre, cette société à levé 16 M£ sur l'AIM, dans le but d'explorer et développer 3 gisements d'or russes : Veduga, Asasha et Rodnikova. Veduga se situe à 60km au Sud de la mine de Olimpiada (Norilsk), premier producteur russe d'or (voir carte). Les réserves prouvées/probables sont de 7,5 Mt à 5,4 g/t d'or, avec une coupure à 2 g/t ; les ressources sont à peu prés équivalentes. L'or est à 45 % réfractaire et on envisage un circuit d'oxydation sous pression des concentrés de flottation, suivie de lixiviation (CIL). L'étude de faisabilité « bancable » reste à faire. Asasha/Rodnikova se situe dans la péninsule de Kamchatka en Extrême Orient ; il s'agit d'un gisement d'or épithermal relativement petit mais à teneur élevée.

• **Bema Gol**d est listée à Toronto et sur l'Amex. La société est impliquée dans des projets miniers importants (pas de production actuellement) au Chili, en association avec Kinross (Refugio) et Placer Dome (Cerro Casale). Elle produit de l'or en Afrique du Sud (Petrex) et en Russie, sur la « vieille » mine de Julietta, prés de Magadan. Cette dernière à produit environ 4 tonnes d'or en 2003 mais se trouve en fin de vie avec seulement 4 ans de réserves disponibles. Par ailleurs, Bema explore activement (plus de 20 000 m de sondages) le prospect très prometteur de Kupol dans la péninsule de Chukotka (extrême NE de la Sibérie). La ressource préliminaire est de près d'un million d'onces d'or et plus de 9 millions d'onces d'argent dans un gisement épithermal à hautes teneurs en or/argent.

• **Kinross Gold** est le seul major occidental produisant depuis 6 ans de l'or en Russie à partir de la mine de Kubaka (environ 1 000 km au Nord de Magadan, voir figure 1). De 1997 à 2002, Kubaka a produit annuellement 430 000 oz d'or (environ 13 t). Le gisement est maintenant en fin de vie et la société explore activement sur le permis de la société Omolon Mining Co. qui appartient à 98 % à Kinross, après le rachat par ce dernier des partenaires russes dans le projet (Polymetal). Un nouveau gisement dénommé Birkachan aurait été découvert sur le permis de Omolon.

• **Buryatzoloto** est coté à la bourse de Moscou. La société est contrôlée par le Canadien High River Gold (51 %) ; elle exploite 3 gisements en Buryatie (dont Irokinda et Zun Kholba, voir figure 1) et un gisement dans la région de l'Amur. La production a été de prés de 5 tonnes d'or en 2002.

Malgré leur dynamisme, les sociétés occidentales ne représentent que 10-15 % de la production d'or russe. Celle-ci augmente essentiellement grâce à l'effort de production et à la consolidation du secteur (fusions, acquisitions) menés par des sociétés russes tel que **Polymetal** et surtout, **Norilsk**.

Polymetal est contrôlé par le groupe privé IST de St-Petersburg. La société exploite le gisement d'or de Vorontsovskoye dans l'Oural (voir figure 1), ainsi que le grand gisement d'argent (3e du monde) de Dukat (Magadan). En 2002, Polymetal a produit environ 4 t d'or et 54 t d'argent. En octobre 2003, la société a acquis le contrôle du gisement de Khakandza (Khabarovsk). La particularité de cette société est de vouloir maîtriser toute la chaîne de production de métaux précieux, depuis l'exploration jusqu'à la commercialisation. Polymetal est la première société russe à avoir bénéficié d'une licence à l'exportation sur la base de la nouvelle législation de 2003. En décembre 2003, de l'or en provenance de la mine de Vorontsovskoye, raffiné en lingots à Novosibirsk a été exporté vers les Emirats. Actuellement la société négocie avec la Standard Bank de Londres une ligne de crédit de plus de 100 M$ destinée au développement de projets.

Grâce a ses capacités financières inégalées dans le secteur minier russe, c'est sans conteste **Norilsk** qui s'est le plus diversifié par des acquisitions successives dans le secteur aurifère, devenant même fin 2002 le dixième producteur mondial d'or avec environ 40 tonnes métal. En octobre 2002, Norilsk acquiert pour l'équivalent de 226 M$ la société Polius qui exploite le grand gisement de Olimpiada (région de Krasnoyarsk, voir carte) qui a produit 15 t d'or en 2001 et 26 t en 2002 (il s'agit d'or réfractaire traité par un procédé de bio-lixiviation). Polius devient la filiale de Norilsk pour ses activités or. En 2003, Norilsk acquiert pour 34 M$ le contrôle de OAO Matrosov (région de Magadan) qui possède la licence d'exploitation du grand gisement de Natalka (voir carte)

dont il prévoit de faire passer la production à moyen terme de 1 à 10 t/an. Par la suite, Norilsk acquiert pour environ 155 M$ le contrôle de la holding Lenzoloto (région d'Irkutsk -voir figure 1) et ses filiales dont la production 2003 a été de 9,4 t d'or (6 t en 2002). Enfin, toujours en 2003, Norilsk acquiert aussi pour 10,4 M$ le gisement de Titimukhta (voisin de Olimpiada) qui contient au moins 34 t d'or de réserves. La première phase d'expansion de Norilsk dans l'or aura donc coûté environ 425 M$ et la société prévoit un rythme soutenu d'investissements pour les années à venir pour l'expansion ou la mise en exploitation des gisements nouvellement acquis.

Le contrôle de Lenzoloto est d'une importance particulière pour Norilsk dans la mesure où cette société contrôle la production d'or du Nord de la région d'Irkutsk (autour de la ville minière de Bodaibo) où l'on trouve plusieurs centaines de gisements de type placer ainsi qu'une dizaine de gisements d'or primaire (peu ou pas exploités) dont le fameux Sukhoy Log (voir figure 1), qui est réputé contenir plus de 1 000 tonnes d'or (ainsi que du platine). Ce gisement géant a déjà fait l'objet de plusieurs tentatives de prise de contrôle avortées par le passé et Norilsk est déterminé à en prendre le contrôle en remportant l'appel d'offres dont les procédures devraient démarrer vers la mi-2004. Le développement de ce gisement devrait coûter au delà du milliard de dollars, ce qui est beaucoup même pour Norilsk et la société envisage de faire appel aux marché bancaire international pour une partie du financement.

Pour l'avenir de la région d'Irkutsk, Norilsk a des projets ambitieux. Concernant Lenzoloto la production des placers et de quelques petits gisements primaires devrait atteindre jusqu'à 17 t/an. Pour Sukhoy Log, la société envisage d'atteindre en 3 ans à partir de l'obtention de la licence d'exploitation, une capacité de production/traitement de minerai de 8 Mt/an, soit une production de 15 t d'or par an. Cette capacité serait doublée après 5 ans d'exploitation à 30 tonnes et d'autres expansions sont envisagées ultérieurement.

L'émergence rapide d'un nouveau major mondial de l'or, ainsi que l'expansion de la production d'un certain nombre de sociétés minières étrangères et russes sont des signes manifestes d'un dynamisme retrouvé du secteur aurifère en Russie. Actuellement le pays produit environ 180 tonnes d'or par an dont environ 120 proviennent de gisements d'or primaire - cette production devrait augmenter rapidement dans le proche avenir grâce essentiellement à l'effort des sociétés minières présentées plus haut.

Mais le secteur minier russe reste toujours trop morcelé avec environ 600 sociétés minières dont la plupart sont trop petites et peu productives. Leur productivité/homme moyenne est de 1-1,5 kg d'or contre 8-8,5 kg moyenne mondiale. Cette faible productivité permet à beaucoup de subsister lorsque les prix de l'or dont favorables (c'est le cas de nombreux « artels », petites sociétés d'exploitation d'or alluvionnaire) mais en aucun cas d'investir sérieusement, en particulier dans les gisements d'or primaire. Un autre problème de la mine d'or russe concerne l'exploration. Le stock actuel de gisements date largement de l'ère soviétique où le financement des « expéditions géologiques » était assuré par le budget de l'état. Cette situation a complètement cessé et à l'avenir se posera de plus en plus le problème du renouvellement (et de la qualité - beaucoup d'or russe étant contenu dans des gisements dits réfractaires, dont le minerai coûte cher à traiter) des ressources. Celles-ci restent à un niveau confortable puisque la Russie détiendrait selon l'USGS, 22 % des ressources mondiales, au deuxième rang mondial après l'Afrique du sud (38 %). Mais la situation est beaucoup moins brillante au niveau des réserves prouvées/probables où la Russie se situe loin derrière l'Afrique du sud, les Etats Unis et l'Australie avec seulement 6 % des réserves mondiales (3 000 t). Ceci est également lié à la forte baisse du développement de projets miniers pour or, après la fin de l'Union Soviétique.

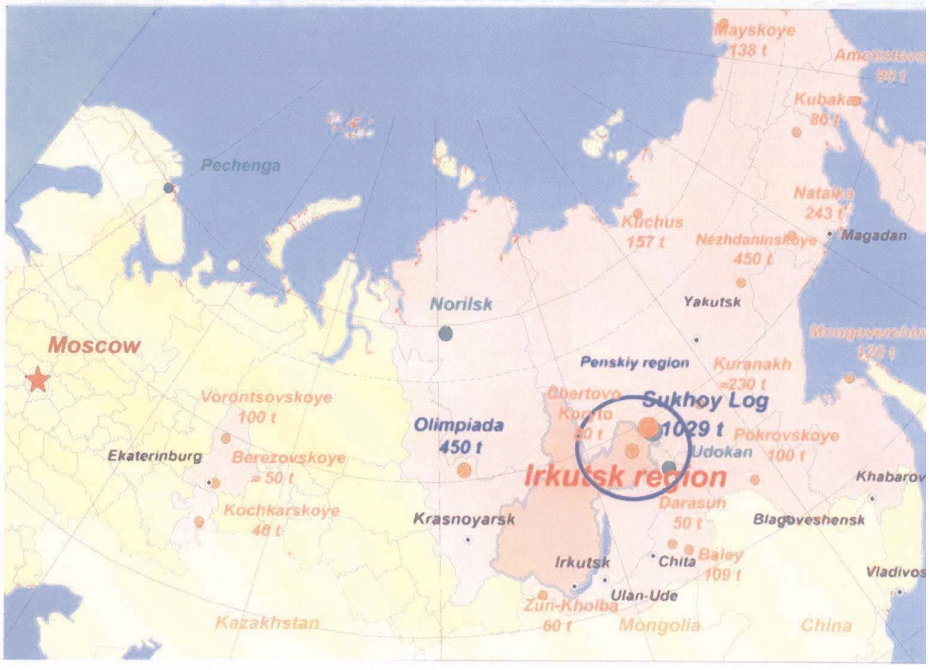


Figure 1 : carte de localisation des principaux gisements d'or de Russie.